Trentième Comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest
Abidjan, 12 mars 2020

Synthèse du programme de travail de l'exercice 2021

Mai 2020 – avril 2021





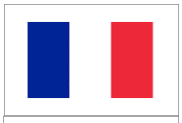














TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE ____ **6**

II. ACTIVITES PREVUES PAR DOMAINE ____ **13**
A. ADMINISTRATION DOUANIERE ____ 13
B. ADMINISTRATION FISCALE ____ 16
C. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT BUDGET ____ 20
D. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT COMPTABILITE ET TRESOR ____ 23
E. STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES ____ 26
F. STATISTIQUES DU SECTEUR REEL ____ 31
G. DETTE ET DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS ____ 34
H. SUPERVISION BANCAIRE ____ 37
I. ANALYSE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE ____ 39

GRAPHIQUES

Graphique 1. Répartition du volume d'AT par domaine ____ 9

Graphique 2. Répartition du volume d'AT par pays ____ 10

TABLEAUX

Tableau 1. Synthèse du Cadre Logique Stratégique 2017-2022 ____ 8

Tableau 2. Séminaires régionaux prévus pour l'année fiscale 2019 ____ 11

Tableau 3. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études prévus ____ 12

Tableau 4. Missions prévues par pays en Administration douanière ____ 14

Tableau 5. Missions prévues par pays en Administration fiscale ____ 18

Tableau 7. Missions prévues en Gestion des dépenses publiques (Budget) ____ 22

Tableau 7. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Comptabilité et Trésor) ____ 25

Tableau 8. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques ____ 28

Tableau 9. Missions prévues par pays et institution en Statistiques du secteur réel ____ 32

Tableau 10. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette ____ 35

Tableau 11. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires ____ 38

Tableau 12. Missions prévues par pays en Analyse macroéconomique et budgétaire ____ 40

ANNEXE

PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE ____ 41

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
AT	Assistance Technique
AUT	Agence UMOA-Titres
AVD	Analyse de la Viabilité de la Dette
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BEN	Bénin
BFA	Burkina Faso
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
BO	Bilan d'ouverture
CAM	Cadre d'Analyse Minimum
CB	Commission Bancaire
CBF	Capacity Building Framework/Cadre de Renforcement des Capacités
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	Cadre de Dépense à Moyen Terme
CDCP	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniale
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
CI/CIV	Côte d'Ivoire
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CO	Comité d'Orientation
CP	Crédits de Paiement
CR	Conseiller Résident
CREPMF	Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers
CUT	Compte unique du Trésor
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGCI	Direction Générale des Contributions et des impôts
DFP	Département des Finances Publiques

DGB	Direction Générale du Budget
DGE	Direction Générale de l'Économie
DGESS	Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGT/DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPD	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Économiques
DPSB	Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires
DPSEF	Direction de la Planification des Études et Statistiques Fiscales
DSD	Direction des Statistiques Douanières
ECT	Expert Court Terme
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds monétaire international
FP	Finances Publiques
GAR	Gestion Automatisée des Risques
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
GIN	Guinée
GNB	Guinée-Bissau
GDP	Gestion des Dépenses Publiques
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IGA	Indices des conditions Générales d'Activités
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Économique
INSEE	Institut National de Statistique et des Études Économiques
INSEED	Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques
LCR	Liquidity Coverage Ratio/Ratio de Liquidité à Court terme
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MLI	Mali
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MRT	Mauritanie
MTDS/SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
NER	Niger
NSDD	Norme Spéciale de Diffusion des Données
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques

PAP	Projets Annuels de Performance
PCE	Plan Comptable de l'Etat
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/Cadre d'Evaluation de la Gestion des Finances Publiques
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Évaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAR	Restes À Recouvrer
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SEN	Sénégal
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGCBU	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SGE	Service des Grandes Entreprises
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises
SPR	Département Stratégie, Politique et Evaluation du FMI
SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TADAT	Tax Administration Diagnostic Assessment Tool/Outil d'Evaluation et de Diagnostic de l'Administration fiscale
TG	Trésorerie Générale
TGO	Togo
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

1. **Le contexte macroéconomique régional reste prometteur, avec une croissance soutenue, et ce malgré des risques régionaux et internationaux importants.** Les prévisions de croissance économique restent soutenues pour l'ensemble des pays couverts par l'Afritac de l'Ouest, en dépit d'un environnement extérieur difficile, de défis sécuritaires et de la tenue des élections présidentielles dans plusieurs pays membres.

2. **Le programme de renforcement des capacités est entièrement intégré avec les activités de surveillance et les programmes économiques soutenus par le FMI.** La stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI vise au renforcement de la résilience et la mise en œuvre des réformes structurelles. La stratégie régionale vise à (i) favoriser une croissance plus élevée et de meilleure qualité dans la région ; (ii) aider les pays à trouver l'équilibre approprié entre les besoins de développement et la viabilité de la dette ; (iii) renforcer la mobilisation des recettes intérieures ; et (iv) apporter un financement adéquat pour l'adaptation aux crises. Le FMI, et le département Afrique, visent à étendre davantage le renforcement des capacités aux États les plus fragiles et aux pays dont les besoins en renforcement des capacités ne sont pas satisfaits.

3. **L'AFRITAC de l'Ouest continue à apporter des solutions pratiques aux défis macroéconomiques de la région** à travers ses outils de renforcement des capacités, tels que les séminaires régionaux, les stages d'études, les missions d'assistance technique et les ateliers de formation. Le programme d'activités de l'AF 2021 s'inscrit dans le cadre de la poursuite des objectifs stratégiques du Centre pour le Cycle IV de son financement, tel que décrit dans le Document Programme (2017).

4. **AFRITAC adapte les modalités pratiques de ses interventions pour prendre en compte les spécificités de chacun des pays.** Dans les pays du Sahel, le programme de travail prévoit plus de stages d'apprentissage, et plus de missions. En effet, 50 pour cent des stages sont prévus pour les pays du sahel qui seront également bénéficiaires de 40 % des missions d'assistance technique. Dans le domaine de la mobilisation des recettes intérieures, certains pays tels que la Guinée, le Niger et le Togo bénéficient de plus de missions plus longues. Les activités liées au renforcement des recettes intérieures représentent 16 pour cent du budget pour l'AF21 et 17 pour cent des activités.

5. **Le programme du Centre est aligné sur les intérêts stratégiques des membres de l'AFRITAC de l'Ouest et a été établi en étroite collaboration avec les administrations**, les équipes pays du FMI et les partenaires de l'AFRITAC de l'Ouest. Le Centre participera à des activités organisées par l'AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA, et la Commission Économique pour l'Afrique ainsi que la GIZ dans le cadre des séminaires régionaux sur la conjoncture et les prévisions macroéconomiques dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et des ateliers sur les meilleures pratiques de cadrage. AFRITAC de l'Ouest prendra part également aux réunions de l'observatoire des finances publiques et du réseau de praticiens de l'UEMOA et continuera à assurer la collaboration avec les experts long terme des partenaires techniques présents dans plusieurs pays.

6. **Le programme se caractérise par les éléments suivants :**

- Il tient compte des progrès réalisés par les administrations bénéficiaires, des résultats atteints, et des demandes nouvelles de renforcement des capacités exprimées par les pays membres. Il s'inspire également du Cadre Logique Stratégique 2017-2022 (Tableau 1) du quatrième cycle de financement de l'AFRITAC de l'Ouest (Phase IV) couvrant la période de juin 2017 à avril 2022 et des orientations relatives aux différents programmes soutenus par le FMI.

- Le programme de travail de l'AF 2021 se résume en 152 missions d'assistance technique, 11 séminaires (Tableau 2) et 14 stages d'immersion (Tableau 3). Des ateliers nationaux sont également prévus pour disséminer à un nombre plus large de cadres les formations dispensées durant les séminaires ou couvrir dans certains pays des thèmes spécifiques.

- En termes de répartition des activités par domaine d'intervention, l'administration des revenus est le secteur ayant le plus grand nombre de missions, suivi par la gestion des dépenses publiques et les statistiques macroéconomiques (Graphique I). Au niveau des bénéficiaires, le programme prévoit au moins 10 missions d'AT pour chaque pays membres (Graphique II).

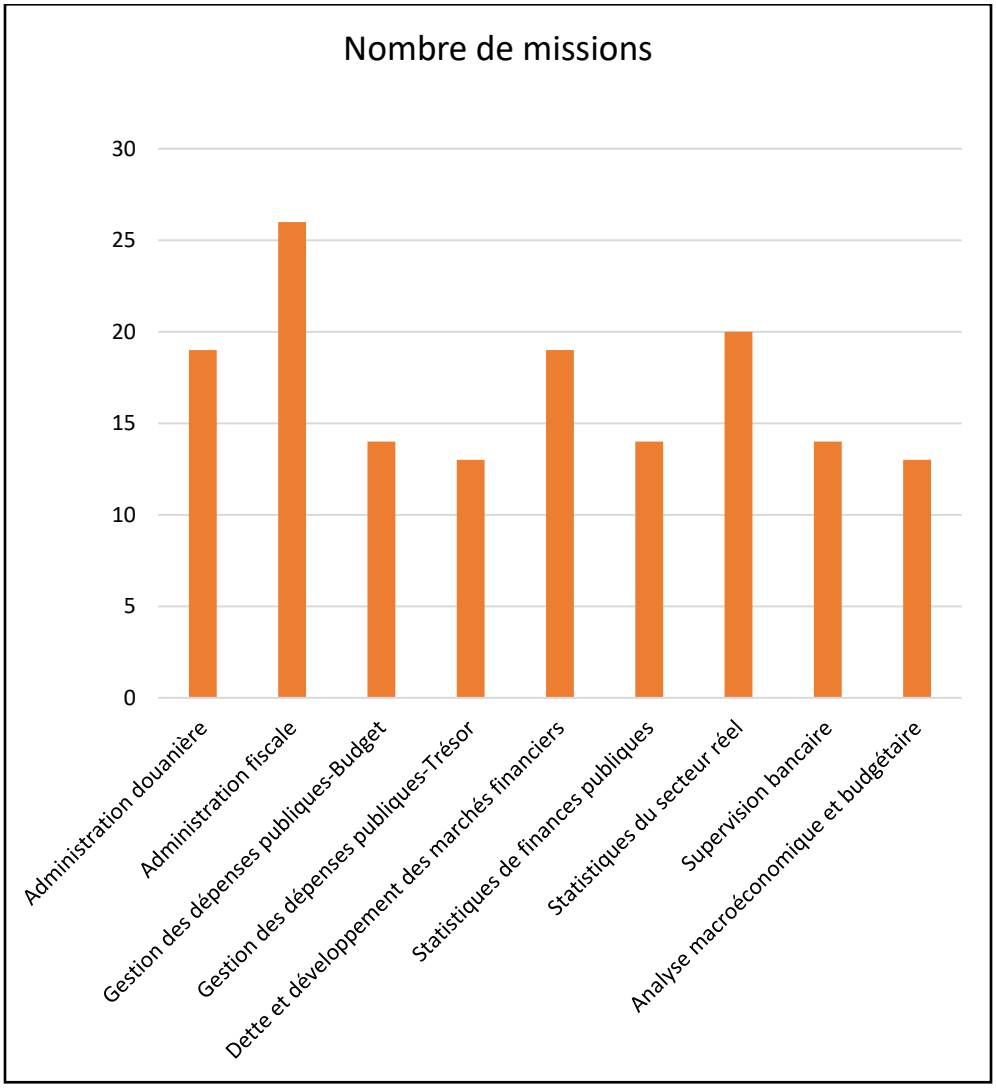
- Il prévoit des activités menées conjointement avec les partenaires techniques et financiers (Commission de l'UEMOA, AFRISTAT, la coopération allemande, les départements du FMI et les AFRITACs du centre et de l'ouest 2) dans le cadre des séminaires et ateliers de formation. Le renforcement de la coordination avec les autres partenaires techniques et financiers se renforcera également sur la base des acquis. L'AFRITAC de l'Ouest continuera de participer activement aux structures de coordination des bailleurs dans les pays membres.

- Les détails du programme d'activités, notamment les objectifs poursuivis, les résultats attendus, les indicateurs de résultats, les jalons ou étapes remarquables et les ressources affectées aux activités sont fournis dans les annexes du rapport.

Tableau 1. Synthèse du Cadre Logique Stratégique 2017-2022

AFRITAC de l'Ouest-Cadre Stratégique pour mai 2017-avril 2022													
Renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des États et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté.													
Domaines	**Objectifs**	**Pays**											
		BEN	BFA	CIV	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	UEMOA	BCEAO
Administration douanière	Amélioration de la gestion du risque et de la sélectivité des contrôles.												
	Appui à la maitrise de la base taxable à l'importation.												
	Dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement.												
	Renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.												
Administration fiscale	Renforcer les arrangements relatifs à la gestion et à la gouvernance de l'administration fiscale												
	Renforcer les fonctions principales de l'administration fiscale												
Gestion des dépenses publiques	Renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution, le contrôle.												
	Amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.												
	Amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses.												
Statistiques des finances publiques	Basculement définitif au TOFE base MSFP 2001/2014 et élargissement du champ d'application du TOFE.												
	Renforcement de l'utilisation et amélioration de la Balance Générale des Comptes du Trésor.												
	Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.												
Statistiques du secteur réel	Renforcer la compilation de données macroéconomiques et financières pour la prise de décision, sur base des normes statistiques appropriées internationalement acceptées, y compris par le développement et l'amélioration de l'infrastructure statistiques et les données source.												
Gestion de la dette publique et développement des marchés financiers	Renforcer la capacité à gérer le portefeuille de la dette publique prudemment, prenant en compte les couts et les risques.												
	Soutenir le développement du marché régional des Titres publics.												
Supervision et restructuration bancaires	Développer et renforcer les normes prudentielles et les réglementations bancaires.												
	Mettre en œuvre un système de gestion basée sur les risques et moderniser les autres processus de supervision.												
	Mettre en œuvre les dispositions de Bâle II et Bâle III.												
	Amélioration des dispositions relatives aux provisions en rapport avec les normes internationales et les meilleures pratiques afin de mieux capturer et refléter les risques liés au crédit.												
Analyse macroéconomique et budgétaire	Développement des procédures de préparation des cadrages macroéconomiques.												
	Mise en place d'un dispositif institutionnel pour l'analyse et le suivi des politiques macroéconomiques.												
	Amélioration des dispositifs de dissémination des données macroéconomiques de base.												
	Renforcement des capacités d'analyse et de prévision des cadres moyen et de rangs intermédiaires.												

Graphique 1. Répartition des missions d'AT de l'AF 2021 par domaine



Graphique 2. Répartition des missions d'AT de l'AF 2021 par bénéficiaires

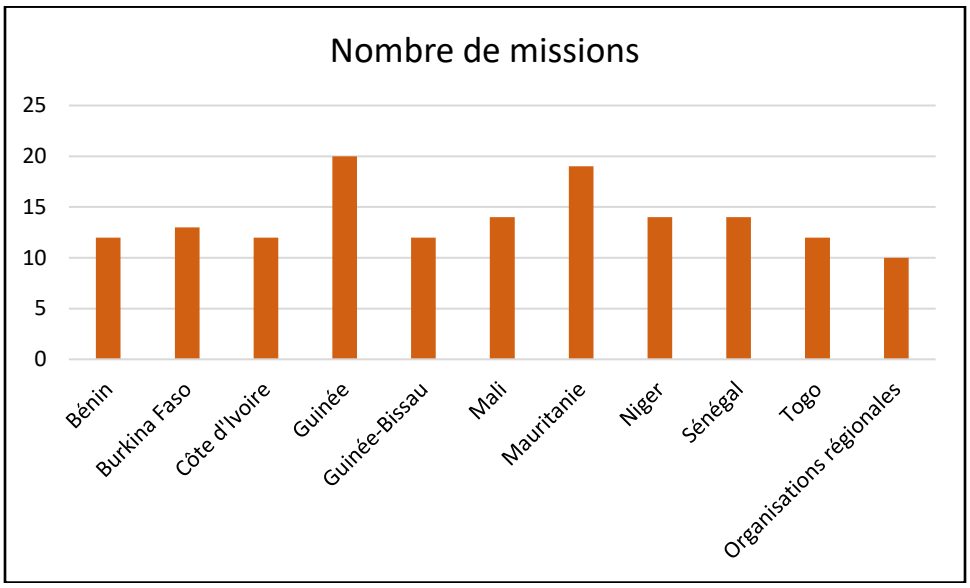


Tableau 2. Séminaires régionaux prévus pour l'année fiscale 2021

Domaine	Thème	Date	Partenaires	Participants
Administration douanière	La problématique du suivi des engagements en douane et le traitement de la dette douanière correspondante	Mai-juil 2020		30
Administration fiscale	Clarification et renforcement des fonctions de pilotage	Fév.-Avr. 2021		30
Gestion des dépenses-aspect budget	Les enjeux et défis ainsi que l'optimisation de la gestion des dépenses fiscales et des affectations de recettes.	Février 2021	AFC	30
Gestion des dépenses-aspect Trésor	Les normes comptables du secteur public	Novembre 2020	FAD AFC	30
Dette et développement des marchés financiers	Séminaire régional sur le thème « Réussir l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie de la dette »	Juillet 2020	MCM	30
Statistiques du secteur réel	Séminaire régional sur le thème « intégration des statistiques d'enquêtes et traitement des statistiques d'entreprises dans les comptes nationaux »	Septembre 2020	STA	30
Statistiques de finances publiques	Les normes et principes du MSFP 2001/2014 et de la bonne gouvernance	Janvier 2021		30
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Renforcer les prévisions budgétaires	Janvier 2021		30
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Les bonnes pratiques en matière de gestion des modèles macroéconomiques à base de Tableau des Ressources et des Emplois.	Octobre 2020	GIZ	30
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Atelier annuel de l'UEMOA sur les meilleures pratiques de prévision	Mai-juin 2020	Commission de l'UEMOA	30
Supervision bancaire	Supervision par les risques	Novembre 2020		30

Tableau 3. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études prévus

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
Administration douanière	Gestion de l'analyse risque	Côte d'Ivoire	Mauritanie
Administration douanière	Contrôle de la valeur en douane	Mauritanie	Guinée-Bissau
Administration fiscale	Les techniques de contrôle fiscal des grandes entreprises (Togo)	Cameroun	
Administration fiscale	La gouvernance de la fonction informatique (Niger)	Côte d'Ivoire	
Gestion des dépenses publiques-budget	La réforme de la chaine de la dépense		
Gestion des dépenses publiques-budget	La préparation des cadres budgétaires et des dépenses à moyen terme (DPBEP et DPPD)	Sénégal ou Burkina Faso	Guinée-Bissau
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Le Compte unique du Trésor	Cameroun	Un premier groupe de cadres
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Le Compte unique du Trésor	Cameroun	Un deuxième groupe de cadres
Dette et développement des marchés financiers	Voyage d'étude de 4 cadres de la direction de la dette de la Guinée a` un pays de la région pour apprendre sur le fonctionnement du marché des titres publics.	A déterminer	Guinée
Statistiques du secteur réel	Les comptes trimestriels	A déterminer	Guinée et Guinée-Bissau
Supervision bancaire	L'organisation et les modalités de collecte des données en provenance des banques commerciales à travers une plate-forme informatique centralisée.		
Statistiques de finances publiques	Renforcement des capacités dans la gestion des entreprises publiques et des établissements publics nationaux.		
Statistiques de finances publiques	L'organisation de la division ou la direction en charge de la compilation et sur production des statistiques de l'administration centrale conformément aux normes du MSFP 2014.	Côte d'Ivoire	Niger et Guinée
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Prévisions des recettes budgétaires	A déterminer	Niger

II. ACTIVITES PREVUES PAR DOMAINE

A. ADMINISTRATION DOUANIERE

Contexte et priorités

7. **Le programme de travail couvre quatre axes principaux** : (1) l'appui à la maitrise de la base taxable des marchandises importées (valeur en douane, classement tarifaire et origine) ; (2) la dématérialisation des procédures douanières (procédure de dédouanement simple et sécurisée) ; (3) l'amélioration de la gestion du risque et de la sélectivité des déclarations ; et (4) le renforcement du contrôle et du suivi automatisé des régimes d'exonération et des régimes suspensifs. En conséquence, et compte tenu des avancées opérées par chaque administration douanière concernée, le programme de travail de l'AF 2021 s'attache à atteindre les objectifs suivants :

- Les contrôles douaniers lors des processus de dédouanement sont plus efficaces, et les performances en termes de recettes sont positives avec (i) le renforcement de la fonction évaluation en douane au Burkina-Faso, en Guinée, en Guinée-Bissau, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal, (ii) l'automatisation du transit national en Guinée, (iii) l'encadrement de la procédure douanière au Mali, iii) l'appui à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement de l'accord d'associations Mauritanie CEDEAO (migration du tarif des douanes de Mauritanie au SH 2017 et au TEC CEDEAO).
- Les opérateurs du commerce international sont contrôlés de façon plus ciblée et optimale grâce au renforcement des capacités de contrôles après dédouanement au **Bénin,** au **Niger** et en **Mauritanie**.
- Le dispositif de suivi électronique des régimes suspensifs et des exonérations, devenu fonctionnel, devrait permettre à terme une gestion transparente et efficiente ainsi qu'une programmation des contrôles après dédouanement efficiente et pertinente au **Burkina Faso** et Sénégal,
- La gestion des priorités et de la conformité des lois et règlements s'améliore grâce à une gestion des risques performante au **Bénin**, au **Togo** et bientôt en **Mauritanie**.
- Les sanctions prises à la suite des infractions douanières constatées sont plus facilement applicables et contribuent ainsi au respect volontaire des textes légaux par les opérateurs économiques grâce à la révision de la loi relative au contentieux douanier en **Guinée-Bissau**.
- Les contrôles douaniers aux frontières sont plus pertinents et efficaces tant dans le domaine fiscal que dans celui de la protection du territoire grâce au renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage en **Côte d'Ivoire**.

Activités programmées et résultats attendus

8. **Séminaire régional.** Le Centre organisera un séminaire régional sur le thème : " la problématique du suivi des engagements en douane et le traitement de la dette douanière correspondante". L'objectif de ce séminaire est de mieux sécuriser les recettes en confiant au système informatique le suivi, la relance et au besoin la liquidation d'office et le recouvrement des droits suspendus pour lesquels l'engagement est arrivé à terme.

9. **Stages d'immersion.** Pour poursuivre la mutualisation des savoir-faire et l'intégration régionale, le Centre mettra en place un programme d'apprentissage par les pairs : (1) pour les douanes de Mauritanie qui nécessitent de disposer d'un outil de gestion de risque. Sachant que les douanes ivoiriennes ont mis en place un système automatisé de gestion du risque PVS il est apparu intéressant que des cadres douaniers mauritaniens puissent bénéficier de cette expertise pour disposer de cet outil important en vue de faciliter les procédures et améliorer la pertinence des contrôles ; (2) pour les douanes de Guinée Bissau qui doivent s'appuyer dans le cadre de leur PPAT, sur l'expérience mauritanienne en vue de renforcer la fonction contrôle de la valeur en douane.

10. **Missions d'assistance technique**. Le Centre exécutera des missions d'AT (Tableau 4), et participera aux missions de diagnostic organisées par le Département de Finances publiques du FMI (FAD) dans les Pays Membres. Par ailleurs, un certain nombre de missions sont mises "en réserve". Elles concernent le suivi/évaluation du système d'analyse du risque au **Togo**, la poursuite du renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs au **Sénégal** et au **Niger.**

Tableau 4. Missions prévues par pays en Administration douanière

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2020
Bénin	2	❖ Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD). ❖ Poursuivre le renforcement de la gestion automatisée du risque.	❖ Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD. ❖ Les déclarations à faible risque (circuit vert) sont libérées automatiquement (émission automatique du BAE), et le taux de sélectivité des déclarations de mise à la consommation avoisine respectivement 20% (circuit rouge), 50% (circuit jaune) et 30% (circuit vert).
Burkina Faso	2	❖ Poursuivre le renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs. ❖ Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane (2 missions).	❖ (1) Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) plus de,10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD. ❖ Les outils d'aide à la décision (base de données, manuels de procédure, fiches techniques) ont été mis en place et sont utilisés par les agents des douanes (contrôle primaire et CAD).
Côte d'Ivoire	1	❖ Poursuivre le renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage.	❖ Plus de 15% des contrôles effectués par les agents de la surveillance proviennent de l'analyse des risques effectuée préalablement.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2020
Guinée	2	❖ Poursuivre le PPAT sur la gestion automatisée du transit. ❖ Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	❖ Evaluation de la procédure de transit national et adéquation avec l'interconnexion des douanes voisines (Mali, Sierra Leone). ❖ Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
Guinée-Bissau	2	❖ Poursuivre le PPAT sur l'évaluation en douane. ❖ Poursuivre la révision de la Loi sur le contentieux douanier de 1944.	❖ Affiner la liste des produits soumis à la valeur transactionnelle et se doter d'une base de données du contentieux pour enrichir la gestion du risque. ❖ Le projet de loi régissant le contentieux douanier a été adopté et a fait l'objet de larges communications.
Mali	1	❖ Finaliser la mise en œuvre de l'instruction-cadre sur le dédouanement.	❖ Les recettes sont sécurisées et les délais de dédouanement sont réduits dans les principaux bureaux de douane.
Mauritanie	4	❖ Poursuivre l'utilisation de l'analyse des données miroir pour renforcer l'évaluation en douane. ❖ Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement. ❖ Appliquer le Tarif Extérieur commun de la CEDEAO ainsi, que le schéma de libéralisation tels que prévus par l'Accord d'Association CEDEAO Mauritanie	❖ L'analyse miroir a permis d'initier une méthodologie de ciblage pour le CAD et l'amélioration du module valeur de SYDONIA. ❖ Plus des 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD ❖ Implémentation du TEC CEDEAO et de ses mesures d'accompagnement
Niger	2	❖ Poursuivre le PPAT sur l'évaluation en douane. ❖ Renforcer les capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement	❖ Affiner la liste des produits soumis à la valeur transactionnelle et se doter d'une base de données du contentieux pour enrichir la gestion du risque. ❖ Les manuels de procédures sont élaborés, validés et mis en œuvre par les services (CAD et renseignement).

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2020
Sénégal	2	❖ Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane. ❖ Poursuivre le renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs	❖ La stratégie pour la mise en place d'un service dédié à l'évaluation en douane est définie et adoptée. ❖ (1) Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) plusnde,10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.
Togo	1	❖ Poursuivre le renforcement de la gestion automatisée du risque.	❖ Le système de gestion automatisée des risques est entièrement intégré dans Sydonia. Le pourcentage de déclarations de mise à la consommation orientées en circuit rouge effectivement contrôlées physiquement approche les 100%.

B. ADMINISTRATION FISCALE

Contexte et priorités

11. **Le programme de travail de l'AF 2021 se focalisera sur les instruments de pilotage, en particulier les indicateurs et continuera à accompagner l'administration de la TVA et la gestion des moyennes entreprises ou encore le recouvrement.** Malgré les progrès réalisés en matière de modernisation des administrations fiscales, les taux de pression fiscale et le niveau des recettes encaissées reste globalement faibles dans la Sous-région. Les faiblesses constatées en matière de suivi et de pilotage ressortent comme des éléments dirimants à une amélioration durable des performances et de la consolidation des réformes. En réponse, les actions programmées ont pour objectifs d'aider les pays membres à : (1) renforcer les dispositifs de pilotage ; et (2) accompagner la digitalisation des administrations (développement des téléprocédures, lancement du compte fiscal en ligne, généralisation de l'automatisation des recoupements, etc.), (3) et poursuivre l'amélioration des opérations fiscales, notamment dans le domaine de l'immatriculation, la gestion des moyennes entreprises, et le recouvrement.

12. **Dans le cas des pays fragiles, l'accent est mis sur deux** objectifs stratégiques : le renforcement de l'efficacité de la gouvernance de l'administration fiscale et l'amélioration des fonctions essentielles de l'administration fiscale. Les principales faiblesses de ces pays portent sur le nombre insignifiant de contribuables gérés en raison des capacités opérationnelles modestes, des services centraux souvent inexistants et des modes de fonctionnement cloisonnés marqués par peu de liens entre les administrations fiscales et les autres entités influençant leurs performances. Ainsi, les activités prévues pour l'AF 2021 tiennent compte des besoins des administrations fiscales des Etats fragiles au regard des récentes évolutions dans la mise en œuvre des réformes et

de la stratégie définie dans le cadre du projet de renforcement des capacités en faveur des Etats fragiles. **Dans ce cadre, les objectifs suivis sont** :

- Les services des administrations centrales, principalement Burkina Faso, Guinée, Mali et Niger, effectuent, dans le cadre de leur mission de pilotage, des analyses de l'évolution des performances et l'identification des priorités afin de mieux accompagner les services extérieurs dans la conduite de leurs opérations.

- Les travaux d'assainissement des fichiers des contribuables des unités des grandes entreprises et des moyennes entreprises se poursuivent pour tous les pays fragiles de la sous-région, notamment à travers la digitalisation pour tirer parti des travaux conduits les années passées pour l'amélioration du registre des contribuables et le suivi des obligations déclaratives.

- Les activités de recherche et de renseignements sont progressivement consolidées à travers une exploitation plus intense des informations provenant du croisement de fichiers pour détecter de nouveaux contribuables, notamment sur le segment des moyennes entreprises (prioritairement au Mali et au Niger) et au soutien du contrôle fiscal.

- Les opérations de contrôle fiscal sont plus efficaces avec le renforcement du pilotage par les services centraux et la mise en place et l'exploitation d'indicateurs pour mieux identifier les risques et améliorer la réactivité de l'administration en cas de fraude.

- La gestion des arriérés se professionnalise dans les Etats fragiles à travers l'analyse des risques d'irrécouvrabilité des créances fiscales et la poursuite de la mise en place effective des dispositifs d'admission en non-valeur des cotes irrecouvrables.

Activités programmées et résultats attendus

13. **Séminaire régional**. Le Centre envisage d'organiser un séminaire régional à l'attention des pays membres sur le thème suivant :

- **Clarification et renforcement des fonctions de pilotage**. Jusqu'à présent, peu d'administrations disposent d'un dispositif de pilotage permettant d'analyser et suivre, de manière holistique, les activités, identifier les difficultés et les priorités de réformes. Cette situation se traduit par un manque de vision stratégique qui impacte la conduite des opérations fiscales, la pérennité des réformes conduites et le niveau de performances. Le séminaire permettra de clarifier les missions de pilotage, tant au niveau stratégique qu'opérationnel, d'identifier les dispositifs et les instruments de pilotage les mieux adapter aux réalités des différents pays et de définir les modalités pratiques de la conduite de cette mission essentielle.

14. **Stage d'immersion**. Le programme de travail prévoit l'organisation de stages d'immersion sur les thèmes suivants : (i) l'administration des moyennes entreprises, (ii) la gouvernance informatique.

15. **Missions d'assistance technique.** Les missions d'assistance technique proposées sont reproduites au tableau 5. Concomitamment aux visites d'experts, la participation des conseillers

résidents aux missions du Département des Finances publiques (FAD), a été renforcée afin de consolider les synergies entre les différents programmes d'assistance technique du FMI.

Tableau 5. Missions prévues par pays en Administration fiscale

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2020
Bénin	2	(1) Renforcement des outils de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	(1) Le dispositif de pilotage est renforcé ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année ; et (4) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recoupements des données de l'administration.
Burkina Faso	3	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	(1) Le dispositif de pilotage est renforcé ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année ; et (4) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recoupements des données de l'administration ; et (5) 25% des déclarations considérées comme le plus à risque, sont contrôlées chaque année.
Côte d'Ivoire	2	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	(1) Le dispositif de pilotage est renforcé ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) des informations, tant internes qu'externes, sont collectées pour identifier les risques majeurs de fraude fiscale ; et (4) la programmation des contrôles est basée sur l'analyse risque.
Guinée-Bissau	1	Fiabilisation du fichier des contribuables	75% des micros-entreprises sont enregistrées dans le fichier des contribuables.
Mali	3	(1) Renforcement de l'administration des moyennes entreprises ; et (2) renforcement de l'action de pilotage	(1) Le répertoire des moyennes entreprises s'accroit de 10% ; (2) le transfert des dossiers entre la DME et les CIME est effectif ; (3) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (4) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement.
Mauritanie	2	(1) Renforcement de l'action en recouvrement ; et (2) de la lutte contre la fraude fiscale	(1) 20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouvrés ; et (2) 20% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2020
Sénégal	2	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) de la lutte contre la fraude fiscale	(1) Le dispositif de pilotage est renforcé ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) le processus de traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA est basé sur l'analyse risque ; (4) 25% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année.
Guinée	4	❖ Renforcement des outils de pilotage de la performance et des capacités des nouveaux cadres de l'administration centrale (2 missions)	❖ Une structure en charge de la conduite des réformes est opérationnelle ❖ Un cadre de gestion de la performance est formalisé et mis en œuvre ❖ Les indicateurs de performance clés (KPI) sont sélectionnés et implémentés
		❖ Renforcement des opérations fiscales : Phase 2 automatisation de la gestion des répertoires (1 mission)	❖ 100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (SGE et SME) ❖ La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste et l'automatisation de sa mise à jour est implémentée ❖ Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 95% au SGE et 90% pour le SME (score B TADAT)
		❖ Renforcement des opérations fiscales : poursuite des travaux de gestion des arriérés fiscaux (1 mission)	❖ Au moins 1 session de la commission de la commission d'admission en non-valeur est organisée ❖ Le ratio du stock des RAR en pourcentage du total des recettes est entre 20% et 40 % (note C TADAT) ❖ Le ratio des RAR > à 12 mois en pourcentage du total des arriérés est compris entre 50% et 75 % (note C TADAT) ❖
Niger	3	Renforcement des opérations fiscales : Phase 2 automatisation de la gestion des répertoires (1 mission)	❖ 100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (DGE et DME) ❖ La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste et l'automatisation de sa mise à jour est implémentée

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2020
		❖ Renforcement des opérations fiscales : consolidation de la fonction enquête/recherche (1 mission)	❖ Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 95% à la DGE et 90% à la DME (score B TADAT)
		❖ Renforcement des opérations fiscales : gestion des arriérés fiscaux	❖ Au moins 1 session de la commission de la commission d'admission en non-valeur est organisée ❖ Le ratio du stock des RAR en pourcentage du total des recettes est entre 20% et 40 % (note C TADAT) ❖ Le ratio des RAR > à 12 mois en pourcentage du total des arriérés est compris entre 50% et 75 % (note C TADAT) ❖
Togo	3	❖ Renforcement des opérations fiscales : Phase 2 automatisation de la gestion des répertoires (Prise en compte des priorités définies par la future mission FAD post TADAT) (1 mission)	❖ 100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (SGE et SME) ❖ La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste, et mise à jour de façon automatisée ❖ Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 95% au SGE et 90% pour le SME (score B TADAT)
		❖ Renforcement des opérations fiscales : gestion des arriérés (Prise en compte des priorités définies par la future mission FAD post TADAT) (1 mission)	❖ Le ratio du stock global des RAR est compris entre 20% et 40 % (note C TADAT) ❖ Le ratio des RAR> à 12 mois est compris entre 50% et 75 % (note C TADAT)
		❖ Poursuite du projet de surveillance des grandes entreprises (Prise en compte des priorités définies par la future mission FAD post TADAT) (1 mission)	❖ 20% des déclarations créditrices et néants de la DGE sont contrôlées ❖ La part du contrôle fiscal dans les recettes totales passe de 2% (2018) à 2,5%

C. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT BUDGET

Contexte et priorités

16. **Le programme d'activités pour l'exercice 2021 (AF 2021) s'inscrit dans le cadre de la poursuite des objectifs stratégiques du Centre pour le Cycle IV de son financement.** Il

vise notamment à renforcer la préparation du budget dans le sens d'en améliorer la sincérité, la transparence et la pertinence ainsi qu'à améliorer l'exécution et le contrôle de l'exécution du budget. Les activités inscrites au programme de travail visent plus particulièrement à :

- Améliorer la préparation du budget et, en particulier, la qualité de la programmation des dépenses de personnel (masse salariale) au **Togo ;**

- Améliorer la programmation, la budgétisation et le suivi, donc l'optimisation de la gestion des investissements publics à travers les appuis à la mise en œuvre des recommandations des évaluations PIMA en **Guinée, en Mauritanie, au Mali et au Sénégal**, y compris les appuis à l'élaboration des cadres budgétaires et des dépenses à moyen terme en **Guinée Bissau** et au renforcement de la crédibilité budgétaire et des cadres de performances du budget-programme **en Côte d'Ivoire**.

- Renforcer les documents budgétaires pour assurer la bonne et utile information du Parlement et du public, notamment sur l'identification et la gestion des risques budgétaires et améliorer la transparence budgétaire **au Niger.**

- Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle de l'exécution du budget pour optimiser l'exécution budgétaire et renforcer la crédibilité et la transparence du budget pour soutenir et porter le budget-programme axé sur les résultats au **Bénin.**

- Renforcer la programmation des dépenses publiques en lien avec la gestion de la trésorerie au **Burkina Faso et au Sénégal.**

Activités programmées et résultats attendus

17. **Séminaire régional.** Le programme de travail prévoit un séminaire régional (éventuellement interrégional conjointement avec AFRITAC du Centre) sur les enjeux et défis ainsi que l'optimisation de la gestion des dépenses fiscales et des affectations de recettes. Les participants à ces séminaires seront sensibilisés à la problématique et aux enjeux de transparence de ces pratiques assez répandues dans les deux sous-régions.

18. **Participation aux activités des institutions régionales.** Le programme de travail prévoit aussi des participations aux activités de renforcement des capacités des professionnels des finances publiques organisées par l'UEMOA pour la mise en œuvre des directives du cadre harmonisé des finances publiques de l'Union.

19. **Missions d'assistance technique.** Il est prévu quinze missions dont deux en **Guinée-Bissau**, au **Sénéga**l et à la **Commission de l'UEMOA**, une mission au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Niger** au **Togo et dans un pays à déterminer par FAD**.

20. **Stages d'immersion.** Il est prévu aussi deux voyages d'études en vue d'un apprentissage auprès des pairs sur la réforme de la chaine de la dépense pour soutenir la mise en œuvre du budget-programme et sur la préparation des cadres budgétaires et des dépenses à moyen terme. Ils seront effectués dans deux des États ayant des expériences intéressantes dans ces domaines au

profit des pays qui se préparent à s'engager dans ces réformes importantes ou récemment engagés dans les réformes.

Tableau 6. Missions prévues en Gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
Bénin	1	Appui à la mise en œuvre du principe de la fongibilité et du mécanisme des reports de crédits en matière de la gestion budgétaire en mode programme.	Un projet de guide pour la mise œuvre de ces concepts et prescription est disponible et en cours de validation par les autorités
Burkina Faso	1	Appui à la mise en œuvre des plans d'engagement des dépenses (PED) pour renforcer la régulation budgétaire et soutenir la gestion de trésorerie.	Les capacités des acteurs pour l'élaboration des PED sont renforcées et des dispositions sont en cours pour leur mise en œuvre dès 2021.
Côte d'Ivoire	1	Appui à la revue des rapports annuels de performance (RAP)	Les capacités des services de la direction générale du budget et des finances (DGBF) et de la Cour des comptes en matière d'évaluation des RAP des programmes budgétaires sont renforcées
Guinée	1	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE et CP	Le taux de couverture des ministères sectoriels formés à la budgétisation des investissements publics (IP) en AE et CP est suffisamment amélioré pour permettre une bascule en budgétisation des IP suivant cette technique.
Guinée-Bissau	2	Appui à l'élaboration du document de programmation budgétaire à moyen terme (DPBEP) ;	Les capacités des services centraux du ministère chargé des finances sont renforcées en vue de la mise en œuvre de la programmation budgétaire pluriannuelle (DPBEP) conformément aux prescriptions de la loi organiques relative aux lois de finances
		Appui à l'élaboration des cadres de dépenses à moyen terme (DPPD).	Les capacités des ministères sectorielles et des institutions sont renforcés en vue de la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) conformément aux prescriptions de la loi organiques relative aux lois de finances
Mali	1	Appui à la mise en œuvre des recommandations de la mission PIMA	La programmation, l'évaluation, la sélection, l'exécution et le suivi des investissements sont améliorés par la mise en œuvre d'au moins la moitié des recommandations de la mission PIMA.
Mauritanie	1	Appui à la mise en œuvre des recommandations de la mission PIMA de janvier-février 2020 du	Le taux de couverture des ministères sectoriels formés à la budgétisation des investissements publics en AE et CP est suffisamment amélioré pour

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
		Département des finances publiques du FMI	permettre une bascule en budgétisation des IP suivant cette technique.
Niger	1	Identification, analyse, suivi et gestion des risques budgétaires (en suivi de la mission du siège sur les risques budgétaires et la mission PIMA	Les capacités des services sont renforcées pour l'élaboration et la publication d'une véritable déclaration des risques budgétaires en ligne avec les bonnes pratiques
Sénégal	2	Appui au renforcement de la programmation des investissements publics (IP)	Les capacités des responsables en charge de la programmation des IP sont renforcées sur les procédures et bonnes pratiques en la matière.
		Appui à la mise en œuvre des plans de passation des marchés (PPM) et des plans d'engagement des dépenses (PED) articulés au plan de trésorerie.	Les capacités des acteurs pour l'élaboration des PPM et des PED sont renforcées et des dispositions sont en cours pour leur mise en œuvre dès 2021.
Togo	1	Appui à la programmation et la budgétisation de la masse salariale (dépenses de personnel)	Les capacités de la direction générale du budget et des services financiers des ministères sectoriels sont renforcées pour améliorer la qualité des prévisions de la masse salariale.
Régional	1	Séminaire interrégional sur la gestion des dépenses fiscales et des affectations de recettes.	Les participants sont sensibilisés aux enjeux et défis des dépenses fiscales et des affectations de recettes.
Régional UEMOA	2	Participation à deux (2) réunions de l'observatoire des finances publiques et du réseau de praticiens de l'UEMOA, y compris l'appui à l'élaboration d'un guide de budgétisation des plafonds d'emplois.	Les capacités des cadres en charge de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA sont renforcées en vue de mettre en œuvre les directives des finances publiques.
Mission FAD	1	Participation à une mission de FAD	

D. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT COMPTABILITE ET TRESOR

Contexte et priorités

21. **Les deux objectifs prioritaires pour les pays de la région restent l'amélioration de la comptabilité générale de l'Etat dans le cadre du passage à la comptabilité en droits constatés, et de la gestion de la trésorerie.** Depuis plusieurs années tous les pays couverts par AFRITAC Ouest se sont résolument engagés dans la mise en œuvre de plusieurs réformes, notamment le Compte unique du Trésor (CUT) et sa consolidation. Ils se sont également engagés dans la modernisation et la professionnalisation de la gestion de la trésorerie de l'Etat, avec le souci de mieux intégrer la gestion de la dette à la gestion de la trésorerie. AFRITAC Ouest continue à

appuyer ce mouvement régional avec des missions d'assistance technique, des missions d'immersion et des séminaires régionaux portant sur ces thèmes.

22. **Les deux objectifs prioritaires du programme** s'articulent autour des 3 principaux axes suivant :

- **La poursuite des appuis à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés** avec l'élaboration d'instructions comptables relatives aux opérations d'inventaire et de clôture des comptes, à la mise en place des nouveaux états financiers et leur production informatisée, la mise en œuvre du contrôle interne comptable, et la fiabilisation de la balance générale des comptes, au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali,** en **Mauritanie, au Niger** au **Sénégal** et au **Togo**. Un appui spécifique à la Commission de l'UEMOA est prévu avec la rédaction d'un guide sur le bilan d'ouverture de l'Etat en comptabilité en droits constatés.

- **L'appui à la revue du cadre organisationnel de la Direction nationale du Trésor et de le Comptabilité publique en lien avec l'appui à l'informatisation de la comptabilité générale** en Guinée.

- **La poursuite des appuis en matière de compte unique du Trésor et de gestion de la trésorerie**, au **Bénin, en Côte d'Ivoire,** en **Guinée-Bissau, et au Sénégal** avec des missions d'appui à la mise en œuvre et à la consolidation du compte unique du trésor, et d'amélioration de la gestion de la trésorerie.

Activités programmées et résultats attendus

23. **Séminaire interrégional.** Le séminaire interrégional du domaine comptabilité et Trésor portera sur le thème : « Les normes comptables du secteur public », en liaison avec l'IPSAS Board et le Département des finances publiques du FMI. Ce séminaire réunira des participants d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique Centrale et d'autres pays francophones, et sera l'occasion pour les participants de s'approprier les concepts et les principes de mise en œuvre des normes comptables du secteur public et d'échanger sur les meilleures pratiques.

24. **Missions d'assistance technique.** **Treize** missions sont prévues dont deux au **Bénin en Côte d'Ivoire et au Sénégal**, et une au profit des autres pays couverts par AFRITAC Ouest (Tableau 7). La mission en **Guinée** sera réalisée en coordination avec un projet d'appui financé par l'UE.

25. **Au niveau régional, trois activités d'appui à la Commission de l'UEMOA** sont prévues dans le cadre du renforcement des capacités des experts et praticiens des finances publiques de l'UEMOA, avec deux participations du Conseiller aux rencontres programmées par la Commission, et une mission d'appui d'AFRITAC Ouest à la rédaction du guide de mise en œuvre du bilan d'ouverture en comptabilité en droits constatés. Ce projet de guide sera ensuite relu et validé par les experts des Etats membres de l'UEMOA.

26. **Stages d'immersion.** Le programme de travail prévoit deux voyages d'études auprès des pairs sur le Compte Unique du Trésor (CUT) et la gestion de la trésorerie. Cette activité sera accueillie par le Cameroun, qui a mis en œuvre le CUT depuis 2007 et qui dispose d'une Direction de la Trésorerie au sein de la Direction Générale du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire, en charge du plan de trésorerie et de son suivi.

Activités programmées et résultats attendus

Tableau 7. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques - Comptabilité et Trésor

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
Bénin	2	Appui à la mise en œuvre du passage à la comptabilité en droits constatés	Un projet de cartographie des risques comptables pour un ministère test est disponible. Les personnels de la DGTCP sont formés à la méthodologie de cartographie des risques comptables.
		Appui à la mise en place du compte unique du Trésor et à l'amélioration de la gestion de la trésorerie	La structure du CUT est améliorée et les plans d'exécution de la trésorerie sont mis en œuvre
Burkina Faso	1	Appui à l'élaboration et la production des nouveaux états financiers	L'instruction relative à la l'élaboration des nouveaux états financiers est disponible
Côte d'Ivoire	2	Appui à l'élaboration et la production des nouveaux états financiers	L'instruction relative à la l'élaboration des nouveaux états financiers est disponible
		Appui à la consolidation du CUT et à l'amélioration des outils de gestion de la trésorerie	L'état d'avancement de consolidation du CUT et modernisation des outils de gestion de trésorerie sont disponibles
Guinée	1	Appui à l'informatisation de la comptabilité générale de l'Etat	La revue du cadre organisationnel de la DGTCP est disponible en vue de l'informatisation de la comptabilité
Guinée-Bissau	1	Appui mise en œuvre du CUT	Le compte unique du Trésor est crée à la BCEAO
Mali	1	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	L'instruction relative à la l'élaboration des nouveaux états financiers est disponible
Mauritanie	1	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	La méthodologie de fiabilisation de la balance générale des comptes est disponible.
Niger	1	Appui à l'élaboration et la production des nouveaux états financiers	L'instruction relative à la l'élaboration des nouveaux états financiers est disponible
Sénégal	2	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	La norme 2 sur la consolidation des états financiers est documentée

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
		Appui à la consolidation du CUT et à la modernisation de la gestion de la trésorerie	Le plan d'action de consolidation du CUT et de modernisation de gestion de la trésorerie est disponible
Togo	1	Appui aux opérations d'inventaire et de clôture des comptes en comptabilité en droits constatés	L'instruction relative aux opérations d'inventaire et de clôture en droits constatés est disponible
Régional	1	Participation du Conseiller au séminaire interrégional sur la gestion des dépenses fiscales et des affectations de recettes.	Les participants sont sensibilisés aux enjeux et défis des dépenses fiscales et des affectations de recettes.
Régional UEMOA	2	Participation à deux (2) réunions de l'observatoire des finances publiques et du réseau de praticiens de l'UEMOA, et appui à l'élaboration d'un guide sur le bilan d'ouverture de l'Etat.	Les capacités des cadres en charge de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA sont renforcées en vue de mettre en œuvre les directives des finances publiques.
Interrégional	1	Séminaire sur les normes comptables du secteur public dans les pays d'Afrique francophones	Les capacités des participants sont renforcées en matière de normes comptables du secteur public et de leurs modalités d'applications
Mission du département des finances publiques	1	Participation à une mission de FAD	

E. STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Contexte et priorités

27. **Les activités du Centre visent à améliorer la qualité des statistiques afin de mieux soutenir les décisions de politique économique et de renforcer la transparence.** Elles visent à appuyer les Etats dans la migration des statistiques aux normes du Manuel de statistiques de finances publiques du FMI (MSFP 2001/2014). Ces nouvelles normes viennent avec des indications plus explicites sur la manière de compiler les opérations financières des unités du secteur public pour une meilleure appréciation de son impact sur le reste de l'économie. Les statistiques de finances publiques jouent également un rôle essentiel pour l'analyse fiscale et budgétaire en s'inscrivant dans la logique d'une gestion rationnelle et efficace des ressources publiques.

28. **L'axe central du programme d'activités de l'AF 2021 est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du *MSFP 2001/2014* et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP).** Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette. Par ailleurs, les nouvelles normes

internationales en matière de SFP prescrivent également l'élargissement du champ de couverture à l'ensemble des sous-secteurs de l'administration publique (unités extrabudgétaires, caisses de sécurité sociale et collectivités locales) afin d'améliorer la qualité, l'exhaustivité et la pertinence des SFP comme outil principal d'analyse de la viabilité de la politique fiscale. De même, cette année fiscale va permettre d'entamer les travaux d'élaboration des statistiques des entreprises publiques dans une perspective de productions des opérations du secteur public.

29. **Dans ce contexte, la sensibilisation des autorités, la promotion de la collaboration entre les différents utilisateurs et producteurs (compilateurs) des SFP sont primordiales** en lien avec l'harmonisation des différents systèmes statistiques macroéconomiques. De même, le renforcement du système statistique national, la diffusion et la publication des données ainsi que la transmission des données et la validation/réconciliation des SFP sont des éléments de plus en plus importants de l'assistance technique. Ces aspects seront également couverts par le programme de travail de l'AF 2021.

Activités programmées et résultats

30. **Séminaire régional**. Sur le plan régional, il est prévu l'organisation d'un séminaire à l'attention des décideurs et des premières autorités des ministères et des directions générales. L'accent sera mis sur la sensibilisation de ces derniers sur les normes et principes du MSFP 2001/2014, le calcul et l'analyse des principaux agrégats ainsi que les normes internationales en vigueur sur le bonne gouvernance et gestion des finances publiques. Ce séminaire régional de formation et de sensibilisation, visera principalement à renforcer les connaissances et la capacité technique des participants sur le champ des statistiques de finances publiques d'une part et à mettre à la disposition des acteurs des finances publiques, des outils et connaissances pour l'analyse et l'impact des politiques économiques.

31. **Missions d'assistance technique**. Les activités prévues (Tableau 8) permettront d'élaborer, selon le *MSFP 2001/2014*, la situation consolidée des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire des pays couverts par le Centre. Par ailleurs, il est envisagé d'examiner les autres statistiques produites dans une perspective de consolidation. Les missions d'AT auront également un volet de sensibilisation. En effet, avec le processus d'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques, en lien avec les avancées constatées dans la quasi-totalité des pays, il est nécessaire de bénéficier du soutien des autorités afin de permettre aux équipes en charge de la collecte, du traitement et de la compilation des statistiques de finances publiques de disposer des états financiers et des données de tous les sous-secteurs de l'administration publique. Un point particulier sera accordé au suivi des recommandations qui découlent des missions d'assistance technique.

32. **Stages d'immersion**. Il est prévu l'organisation de deux stages d'immersion qui porteront sur le *Renforcement des capacités dans la gestion des entreprises publiques et des établissements publics nationaux et l'organisation de la division ou la direction en charge de la compilation et production des statistiques de l'administration centrale*. Ces stages auront pour objectif de renforcer les capacités des cadres y participant à l'élaboration de documents d'orientation et de stratégies de gestion du portefeuille de l'État avec un accent particulier sur la qualité et la disponibilité des statistiques portant sur leur performance.

Tableau 8. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
Bénin	1	❖ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014. ❖ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum ❖ Production d'une ébauche du bilan financier ❖ Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. Production de la situation consolidée de l'administration publique
Burkina Faso	1	❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Affinement des situations de la dette et des flux de trésorerie ❖ Production d'une ébauche du bilan financier ❖ Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. Production de la situation consolidée de l'administration publique Identification d'une année de référence pour la production du compte de patrimoine
Côte d'Ivoire	1	❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Affinement des situations de la dette et des flux de trésorerie ❖ Production d'une ébauche du bilan financier ❖ Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique.	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. Production de la situation consolidée de l'administration publique Identification d'une année de référence pour la production du compte de patrimoine

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
Guinée	2	❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Affinement de la situation de la dette publique et des flux de trésorerie ❖ Affinement de la table de passage du sous-secteur de la sécurité sociale. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites conformément au MSFP 2001/2014.
Guinée-Bissau	2	❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie ❖ Affinement des tables de passage de la sécurité sociale et des collectivités locales ❖ Encadrement des travaux du comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées et utilisées pour la production régulière des différents TOF. Les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites régulièrement.
Mali	1	❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Affinement des situations de la dette et des flux de trésorerie ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014.
Mauritanie	1	❖ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Élaboration des ébauches des autres tableaux du cadre d'analyse minimum ❖ Examen des données pour l'élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.	La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalisée et les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
		❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	
Niger	2	❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014. ❖ Affinement de la situation de la dette et de la situation de trésorerie. ❖ Elargissement du champ de couverture des SFP	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014. Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014. Elaboration de l'ébauche de la table de passage des unités extrabudgétaires
Sénégal	1	❖ Affinement des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique. ❖ Production de la situation consolidée de l'administration publique selon les normes et délais de la NSDD ❖ Elargissement des statistiques au secteur public ❖ Elargissement du champ des tableaux du cadre d'analyse minimum. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD. Production du TOF des entreprises publiques Et des situations consolidées de : • *De l'administration publique* • *Du secteur public*
Togo	1	❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014. ❖ Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie. ❖ Finalisation de la table de passage des collectivités locales. ❖ Production d'une ébauche de table de passage de la sécurité sociale.	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales) affinées et une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale est produite.

F. STATISTIQUES DU SECTEUR REEL

Contexte et priorités

33. **Le renforcement des systèmes statistiques a pour objectifs prioritaires d'amener les pays au niveau des normes internationales**, d'améliorer la compilation de données, leur dissémination et leur disponibilité dans les délais requis. Les activités prévues en matière d'AT dans visent particulièrement à :

- Poursuivre l'appui au changement d'année de base des comptes nationaux avec
  - le développement des comptes financiers au **Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Sénégal** ;
  - et de la rétropolation pour disposer d'une série longue en **Guinée, au Mali et au Togo** ;
- Mettre en œuvre les comptes nationaux trimestriels (CNT) avec
  - L'initialisation du système de calcul des CNT en **Guinée-Bissau**, en **Mauritanie** et au **Togo** ;
  - L'alignement des comptes trimestriels sur la nouvelle série des comptes nationaux en **Côte d'ivoire** et au **Mali** ;
  - La poursuite des travaux au **Bénin** et au **Niger** ;
  - La consolidation des systèmes au **Burkina Faso** et au **Sénégal** ;
- Poursuivre le **développement** des comptes provisoires en **Guinée** et en **Guinée-Bissau** ;
- Apporter un appui à la mise en place de l'indice de la production industrielle et de l'indice des prix à la production industrielle en **Mauritanie** ;

Activités programmées et résultats attendus

34. **Au niveau régional**. Un séminaire sera organisé sur le bilan de l'intégration des statistiques d'enquêtes et le traitement des statistiques d'entreprises dans les comptes nationaux. La formation vise à : (i) tirer les leçons méthodologiques de l'utilisation des enquêtes ménages et secteur informel pour le rebasage des comptes nationaux et ; (ii) partager les bonnes pratiques sur le traitement des statistiques d'entreprises.

35. **Le programme d'activités poursuit les travaux du changement d'année de base et développe l'introduction des comptes nationaux trimestriels.** Ces activités concernent l'AT en matière d'élaboration des séries rétropolées des comptes nationaux à la suite d'un changement d'année de base et l'implémentation des comptes nationaux trimestriels.

Tableau 9. Missions prévues par pays et institution en Statistiques du secteur réel

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
Bénin	**2**	❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : appui à la mise en place des comptes financiers ; ❖ Mise en place du dispositif des CNT	❖ Les données de base notamment les statistiques financières sont collectées dans un format adapté au SCN 2008 ; ❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT
Burkina Faso	**2**	❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : appui à la mise en place des comptes financiers ; ❖ Mise en place du dispositif des CNT (approche demande).	❖ Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles ; ❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.
Côte D'Ivoire	**2**	❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : rétropolation et comptes financiers ; ❖ Alignement des CNT sur les comptes nationaux rénovés.	❖ Les données de base pour la rétropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008; Les statistiques financières sont collectées. ❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT ; ❖ Les données sources du système statistique sont publiées avec leurs méthodologies ; ❖ Les ajustements aux données sources sont documentés
Guinée	2	❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Elaboration des CNA 2016 et rétropolation ❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : rétropolation	❖ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 ; ❖ Les données de base pour la rétropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 incluant les comptes de l'année de base 2015 et de l'année 2016.
Guinée-Bissau	2	❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : comptes provisoires ; ❖ Mise en place du dispositif des CNT	❖ Les sources de données ont été collectées et traitées (juillet 2020) ; ❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, IGV) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT
Mali	2	❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : rétropolation ;	❖ Les données de base pour la rétropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 incluant les comptes de

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
		❖ Mise en place du dispositif des CNT.	l'année de base 2015 et de l'année 2016 ; ❖ Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles ; les IHF sont dessaisonalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT
Mauritanie	2	❖ Mise en place du dispositif des CNT (mise en place de la maquette de calcul) ❖ Mise en place de l'indice de la production industrielle (IPI) et de l'indice des prix à la production industrielle (IPPI).	❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT ; L'accès aux déclarations mensuelles et annuelles des entreprises à la direction générale des impôts est accordé à l'ONS. ❖ Le financement de l'enquête de base est disponible.
Niger	2	❖ Mise en place du dispositif des CNT (Finalisation de la maquette de calcul). ❖ Mise en place du dispositif des CNT (élaboration d'une série de PIB trimestriel).	❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT. ❖ Une couverture suffisante par les indicateurs de haute fréquence ; les tests sont concluants (étalonnages, simulations historiques).
Sénégal	2	❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : comptes financiers ; ❖ Mise en place du dispositif des CNT (tableau des ressources et emplois).	❖ Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles ; ❖ Les équilibres ressources emplois et les comptes de branche trimestriels sont disponibles.
Togo	2	❖ Mise en place année de base 2016 selon le SCN 2008 : rétropolation ; ❖ Mise en place du dispositif des CNT	❖ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 ; ❖ Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles.

G. DETTE ET DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS

Contexte et priorités

36. **Les activités prévues en matière de gestion de la dette s'inscrivent dans un contexte sous régional caractérisé par une augmentation de la dette publique** dans la plupart des pays et un recours accentué au financement sur les marchés domestique et international qui nécessitent la mise en œuvre d'une gestion de la dette moderne et transparente pour maitriser le coût de la dette et limiter les risques de surendettement. Les activités prévues dans ce domaine visent particulièrement à :

- Appuyer les autorités à préparer une politique d'endettement public au **Bénin** et au **Niger** ;
- Aider à la consolidation des progrès réalisés en matière d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de la dette à moyen terme au **Burkina Faso**, au **Niger**, en **Guinée**, au **Mali** et en **Mauritanie** ;
- Renforcer les capacités en matière de préparation et de mise en œuvre de plans de financement et de trésorerie crédibles au **Burkina Faso** ;
- Aider à l'amélioration du cadre institutionnel et organisationnel de la dette publique en **Guinée-Bissau,** en **Mauritanie** et au **Sénégal** ;
- Renforcer les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique en **Côte d'Ivoire**, au **Mali** et au **Togo**.
- Soutenir **l'Agence UMOA-Titres,** la **Guinée** et la **Mauritanie** dans le développement du marché intérieur des titres d'État.

Activités programmées et résultats attendus

37. **Au niveau régional**. Un séminaire sera organisé sur les conditions nécessaires pour réussir l'élaboration et la mise en œuvre de la SDMT. La formation vise à : (i) améliorer les connaissances d'une trentaine de cadres des pays membres sur les meilleures pratiques en matière de préparation, de mise en œuvre et de suivi d'une SDMT crédible et réaliste ; (ii) s'approprier les prérequis pour une bonne coordination entre la gestion de la trésorerie et la gestion de la dette, et ; (ii) avoir une vue préliminaire des efforts requis dans chaque pays pour réduire l'écart entre les choix validés par la SDMT et sa mise œuvre.

38. **L'Agence UMOA-Titres (AUT)**. Le Centre aidera l'AUT à concevoir des procédures pour le contrôle des transactions sur le marché régional des titres d'État de l'UMOA.

39. **Le programme d'activités met l'emphase sur des activités conjointes avec le département MCM et la BM.** Ces activités concernent l'AT en matière d'élaboration de la politique d'endettement et le développement de la SDMT.

Tableau 10. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
Benin	**1**	❖ Renforcement de la politique nationale d'endettement	❖ La politique d'endettement est révisée et sert de guidelines pour les gestionnaires de la dette.
Burkina Faso	**2**	❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme. ❖ Le plan annuel de financement- Vers le renforcement de l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie.	❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification. ❖ Le calendrier d'émission est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.
Côte d'Ivoire	**1**	❖ Appui à l'amélioration des pratiques de gestion de la dette	❖ La qualité des pratiques de gestion de la dette s'est améliorée.
Guinée	3	❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme. ❖ Appui à la mise en œuvre des procédures d'émission des Obligations du Trésor.	❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification. ❖ Le Trésor commence à émettre les Obligations du Trésor de 2 ans.
Guinée-Bissau	1	❖ Appui à l'opérationnalisation de la Direction générale de la dette publique	❖ La Direction générale de gestion de la dette est opérationnelle
Mali	2	❖ Formation sur l'analyse et la gestion du portefeuille de la dette publique. ❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme.	❖ La qualité de l'analyse et de la gestion du portefeuille de la dette s'est améliorée. ❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
			dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification.
Mauritanie	3	❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme.	❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification.
		❖ Appui au développement du marché intérieur des valeurs du Trésor.	❖ Le Trésor commence à émettre les Obligations du Trésor de 2 ans.
		❖ Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette.	❖ Les reformes sont identifiées ❖ Une feuille de route pour les mettre en place est préparée.
Niger	2	❖ Appui à l'élaboration d'une politique nationale d'endettement. ❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme.	❖ Un projet de la politique d'endettement est élaboré. ❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification.
Sénégal	1	❖ Redynamisation du CNDP-Mission de suivi.	❖ Le décret du CNDP est approuvé, ❖ Le manuel des procédures du CNDP est approuvé.
Togo	2	❖ Formation sur l'analyse et la gestion du portefeuille de la dette publique.	❖ La qualité de l'analyse et la gestion du portefeuille de la dette s'est améliorée.
Agence UMOA-Titres	1	❖ Renforcement de l'intégrité et de la supervision du marché des titres d'Etat.	❖ Des procédures pour le contrôle des transactions sont arrêtées

H. SUPERVISION BANCAIRE

Contexte et priorités

40. **Le champ d'intervention du domaine est principalement focalisé sur le renforcement de la supervision bancaire, à travers notamment** la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace et la transposition des accords internationaux dits de Bâle III. Ainsi, les activités prévues dans ce domaine porteront essentiellement sur la refonte de certains aspects réglementaires et de la mise en œuvre de la supervision par les risques auprès de la BCEAO et du Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA, de la Banque centrale de Guinée et de la Banque centrale de Mauritanie. Le Centre interviendra également pour le Conseil Régional pour l'Épargne Publique et les Marchés Financiers (CREPMF) afin d'adapter la réglementation et renforcer la supervision des entités de marché.

Activités programmées et résultats attendus

41. **Missions d'assistance technique dans les pays**. Les programmes pluriannuels de renforcement de la supervision bancaire en Guinée et en Mauritanie seront reconduits (Tableau 12) et viseront à poursuivre l'adaptation du cadre réglementaire et le renforcement de la qualité de la supervision. En particulier, l'AT visera à accompagner la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) lors de la transition vers la mise en œuvre du nouveau plan comptable et la Banque Centrale de Mauritanie pour préparer l'entrée en vigueur des nouvelles normes de solvabilité et de liquidité des banques.

42. **Assistance technique au Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA (SGCBU)**. Les activités d'AT prévues viseront à accompagner les autorités de supervision dans l'exercice de leurs activités de supervision à la suite notamment de l'entrée en vigueur du nouveau dispositif prudentiel en 2018 et de l'introduction de la supervision sur base consolidée.

43. **Assistance technique au CREPMF**. L'AT portera sur la finalisation des normes des normes prudentielles, notamment concernant le dispositif d'exigence de fonds propres des entités soumises à la supervision du CREPMF. Le Centre apportera également son expertise en matière de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques pour la supervision des entités du marché financier.

44. **Séminaire régional**. Le Centre organisera un séminaire consacré à un domaine particulier de la mise en œuvre de la supervision par les risques.

45. **Stages d'immersion**. Le programme prévoit également l'organisation, au sein d'une autorité comparable, d'un stage d'immersion dont le thème pourrait porter sur l'organisation et les modalités de collecte des données en provenance des banques commerciales à travers une plate-forme informatique centralisée.

Tableau 11. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires

Institutions/ Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
BCEAO/ SGCBU	5	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire	❖ Finalisation de l'instruction sur le ratio de liquidité à court terme des banques de l'UMOA ❖ Finalisation de l'instruction sur le ratio de liquidité à long terme des banques ❖ Finalisation de l'instruction sur les exigences dites de pilier 3 de Bale III ❖ Finalisation de l'instruction sur les exigences dites de pilier 2 de Bale II ❖ Définition du cadre de passage aux normes IFRS des établissements de l'UMOA ❖ Elaboration d'une méthodologie de contrôle sur place en matière de risques informatiques des banques ❖ Mise en œuvre de la supervision par les risques
CREPMF	2	Renforcement de la réglementation et de la supervision des entités de marché	❖ Revue des dispositions prudentielles et élaboration des projets de textes. ❖ Mise en œuvre de la supervision par les risques des entités de marchés. ❖ Définition de dispositions comptables applicables aux entités de marchés.
Guinée	4	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire	❖ Appui à la mise en œuvre du nouveau plan comptable ❖ Poursuite des travaux sur la définition des éléments de fonds propres et les exigences de capital. ❖ Rédaction d'un projet de règlement sur la définition des éléments de fonds propres et les exigences de capital. ❖ Revue et enrichissement du système de notation des banques de la BCRG.
Mauritanie	3	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire	❖ Poursuite de l'accompagnement des parties prenantes à la mise en œuvre du nouveau système prudentiel. ❖ Contribution à la formation des nouvelles recrues affectées à la supervision bancaire. ❖ Travaux préliminaires sur l'adoption d'un ratio de transformation. ❖ Support aux études de banques et au traitement des infractions prudentielles ❖ Revue de la réglementation sur la concentration et les transactions avec les parties liées.

I. ANALYSE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE

Contexte et priorités

46. Dans le domaine, les activités portent prioritairement sur le développement des capacités institutionnelles pour la préparation et le suivi des politiques macroéconomiques. Le programme d'activités pour l'année fiscale 2021 se focalisera également sur l'importance de renforcer les sysnergies maro-budgétaires entre administrations. Il couvrira :

- Le renforcement des cadrages macroéconomiques à moyen terme. Ceci passe par
  - L'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques au **Burkina Faso,** au **Niger** et au **Sénégal ;**
  - L'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires en **Guinée-Bissau**, en **Mauritanie**, au **Mali** et au **Togo** ;
- La mise en place des structures institutionnelles solides pour appuyer la prise de décision en matière de politique économique, notamment par le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales au **Burkina Faso**, au **Sénégal** et en **Guinée**.

Activités programmées et résultats attendus

47. **Sur le plan régional**. Un séminaire régional sur le thème : « Renforcer les prévisions budgétaires » à l'intention des États membres sera organisé. Cette activité visera à renforcer la crédibilité du cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme afin qu'il serve de base à la préparation du budget annuel.

48. **Au niveau des pays**. Les activités prévues pour l'année fiscale 2021 sont résumées dans les tableaux annexes. Elles visent principalement à aider les pays à renforcer l'approfondissement et l'analyse des cadrages macroéconomiques et budgétaires. Des appuis seront apportés en matière de prévision des recettes, d'amélioration des pratiques de cadrage mais aussi en matière de modélisation.

49. **Coopération avec d'autres institutions régionales**. Le Centre participera à des activités organisées par l'AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA, et la Commission Économique pour l'Afrique ainsi que la GIZ. Celles-ci couvriront des séminaires régionaux sur la conjoncture et les prévisions macroéconomiques dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et des ateliers sur les meilleures pratiques de cadrage.

50. **Stages d'immersion**. Le programme prévoit également l'organisation, au sein d'une unité macro budgétaire, d'un stage d'immersion dont le thème pourrait porter sur les prévisions des recettes budgétaires.

Tableau 12. Missions prévues par pays en Analyse macroéconomique et budgétaire

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
Bénin	1	Renforcement des pratiques de cadrages macroéconomique et budgétaire et de prévision des recettes	Le dispositif de cadrage macroéconomique est opérationnel Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes sont déterminées. Un plan de renforcement des outils de prévision des recettes est élaboré.
Burkina Faso	2	Mise en place des outils de prévision des recettes	Des maquettes de prévision de la TVA, de l'IS et des impôts sur les importations sont élaborées
		Améliorer le suivi des risques macroéconomiques	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires
Côte d'Ivoire	1	Renforcer les capacités d'analyse de la conjoncture	Le contenu de la note de conjoncture est amélioré Les estimations de l'année en cours sont assises sur l'analyse de la conjoncture
Guinée	1	Améliorer le modèle MSEGUI	Le TOFE dans le MSEGUI s'inspire des prescriptions du MSFP de 2001/2014 Les modules dette et projection des recettes budgétaires sont finalisés Le contenu de la note de cadrage est amélioré et conforme aux besoins d'élaboration du DPBMT
Guinée-Bissau	1	Opérationnaliser le cadrage macrobudgétaire à moyen terme	Un cadre budgétaire à moyen terme 2021-2023 est élaboré Un draft de DPBEP 2021-2023 est disponible
Mali	2	Renforcer les capacités de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le processus de cadrage macroéconomique couvre toutes les étapes et bonnes pratiques de cadrage Le lien entre cadrage macroéconomique et cadrage budgétaire est renforcé
Mauritanie	2	Renforcer les pratiques de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le cadrage macroéconomique et budgétaire devant accompagner le budget 2021 est préparé en utilisant le modèle macroéconomique Une note de cadrage macroéconomique et un draft de DPBMT sont mis en place
Niger	1	Mise en place des outils de prévision des recettes	Des maquettes de projection des principales recettes budgétaire sont élaborées Le cadre organisationnel de préparation du budget est validé
Sénégal	1	Elaborer un dispositif de prévision des recettes	Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes sont déterminées. Un plan de renforcement des outils de prévision des recettes est validé.
Togo	1	Intégrer dans le modèle PRECOMAT 3 les données élaborées sur la base de nouvelles méthodologies (SCN 2008, Balance des paiements, TOFE, etc.)	Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques

AFRITAC DE L'OUEST

PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE AF 2021

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD). Poursuivre le renforcement de la gestion automatisée du risque.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes. Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu. Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques.	Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD. Les déclarations à faible risque (circuit vert) sont libérées automatiquement (émission automatique du BAE), et le taux de sélectivité des déclarations de mise à la consommation avoisine respectivement 20% (circuit rouge), 50% (circuit jaune) et 30% (circuit vert) correctement conçu.	Mai-juil 2020 Nov 2020- Jan 2021	1 1	0 1	2 2	3 4	
Burkina Faso	Poursuivre le renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs. Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane (2 missions).	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes. Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Le cadre réglementaire pour contrôler les régimes suspensifs et les exonérations est renforcé. L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et la classification tarifaire des marchandises, s'améliore.	(1) Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) plus de,10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD. Les outils d'aide à la décision (base de données, manuels de procédure, fiches techniques) ont été mis en place et sont utilisés par les agents des douanes (contrôle primaire et CAD).	Août-oct. 2020 Août – oct 2020 Et Fev-Avr 2021	1 1	0 2	2 0	3 3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Poursuivre le renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	L'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande augmente.	Plus de 15% des contrôles effectués par les agents de la surveillance proviennent de l'analyse des risques effectuée préalablement.	Août-oct. 2020	1	0	2	3	
Guinée	Poursuivre le PPAT sur la gestion automatisée du transit.	Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	L'alignement des procédures douanières (incluant le transit) avec les normes internationales et l'objectif d'intégration régional s'améliorent.	Evaluation de la procédure de transit national et adéquation avec l'interconnexion des douanes voisines (Mali, Sierra Leone).	Mai-juil 2020	1	0	2	3	
	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.	Août-oct 2020	1	1	2	4	
Guinée-Bissau	Poursuivre le PPAT sur l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Affiner la liste des produits soumis à la valeur transactionnelle et se doter d'une base de données du contentieux pour enrichir la gestion du risque.	Mai-juil 2020	1	2	0	3	
	Poursuivre la révision de la Loi sur le contentieux douanier de 1944.	Les initiatives en matière de facilitation des échanges et de services contribuent davantage au respect volontaire des lois.	Les lois, réglementations et directives douanières ont été simplifiées et sont facilement accessibles.	Le projet de loi régissant le contentieux douanier a été adopté et a fait l'objet de larges communications.	Nov 2020-Jan 2021	1	1	2	4	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mali	Finaliser la mise en œuvre de l'instruction-cadre sur le dédouanement (manuel).	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	La traçabilité des marchandises et des actions douanières dans SYDONIA World est renforcée.	Les recettes sont sécurisées et les délais de dédouanement sont réduits dans les principaux bureaux de douane.	Nov 2020-Jan 2021	1	0	2	3	
Mauritanie	Poursuivre l'utilisation de l'analyse des données miroir pour renforcer l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	L'analyse miroir a permis d'initier une méthodologie de ciblage pour le CAD et l'amélioration du module valeur de SYDONIA.	Nov2020-jan2021	1	1	2	4	
	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.	Plus des 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD	Fév. - avril2021	1	1	2	4	
	Appliquer le Tarif Extérieur commun de la CEDEAO ainsi, que le schéma de libéralisation telle que prévus par l'Accord d'Association CEDEAO Mauritanie				Mai-juil 2020	1	1		2	Intégration régionale CDEAO-Mauritanie au
				Implémentation du TEC CEDEAO et de ses mesures d'accompagnement	Nov2020-jan2021	1	1		2	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	Poursuivre le PPAT sur l'évaluation en douane. Renforcer les capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques. Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore. Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.	Affiner la liste des produits soumis à la valeur transactionnelle et se doter d'une base de données du contentieux pour enrichir la gestion du risque. Les manuels de procédures sont élaborés, validés et mis en œuvre par les services (CAD et renseignement).	Août-oct. 2020 Août-oct. 2020	1 1	0 2	2 0	3 3	
Sénégal	Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane. Poursuivre le renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	La stratégie pour la mise en place d'un service dédié à l'évaluation en douane est définie et adoptée. (1) Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.	Fev. - avril2020 Mai-juil 2020	1 1	1 0	0 2	2 3	
Togo	Poursuivre le renforcement de la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques.	Le système de gestion automatisée des risques est entièrement intégré dans Sydonia. Le nombre de contrôles physiques. Le taux de déclarations de mise à la consommation effectivement contrôlées physiquement tend vers 100%.	Mai-juil 2020	1	1	2	4	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau Mission de suivi FAD	Amélioration des fonctions d'administration douanière.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Des mesures visant à améliorer l'application des normes internationales ont été implémentées.	2020	1	1	0	2	Participation mission FAD
Pays membres Séminaire	Suivi des engagements et dette douanière.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	(1) suivi automatisé de l'ensemble des engagements et ; (2) modalités d'émission, de poursuite et de recouvrements des droits et taxes exigibles.	Mai-juil 2019	1	1	3	5	
Guinée-Bissau Stage	Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et la classification tarifaire des marchandises, s'améliore.	Les cadres bénéficiaires possèdent les outils nécessaires pour mener de façon efficace des contrôles lors des processus de dédouanement.	Août-oct. 2020	1	0	0	1	
Mauritanie Stage	Renforcement de la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques	Les cadres bénéficiaires possèdent les outils nécessaires pour contribuer au renforcement du contrôle après dédouanement dans leur administration d'origine.	Août-oct. 2020	1	0	0	1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place.	(1) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année ; et (4) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recoupements des données de l'administration.	Mai-jui. 2020	1	2	0	3	
Bénin		La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).		Aout -Oct. 2020	1	1	2	4	
Burkina Faso	Mission FAD				Nov. 2020 -Jan. 2021	1	2	0	3	Participation à une mission diagnostique (RMTF)

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Burkina Faso	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage.	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place.	(1) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année ; et (4) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recoupements des données de l'administration ; et (5) 25% des déclarations considérées comme le plus à risque, sont contrôlées chaque année.	Nov. 2020 -Jan. 2021	1	1	2	4	
Burkina Faso		La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).		Mai-Jui.2020	1	1	2	4	
Côte d'Ivoire	Mission FAD				Fev.-Avr. 2021	1	2		3	Participation à une mission diagnostique (RMTF)

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage. La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place. Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) des informations, tant internes qu'externes, sont collectées pour identifier les risques majeurs de fraude fiscale ; et (4) la programmation des contrôles est basée sur l'analyse risque.	Aout -Oct. 2020	1	1	2	4	
Guinée-Bissau	Fiabilisation du fichier des contribuables	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore.	L'enregistrement des contribuables s'améliore grâce à la mise en place de procédures d'immatriculation renforcées (TADAT POA1-2).	75% des micros-entreprises sont enregistrées dans le fichier des contribuables.	Mai-Jui. 2020	1	1	2	4	
Mali	Mission FAD				Nov. 2020 -Jan 2021	1	2	2	5	Participation à une mission diagnostique (RMTF)
Mali	(1) Renforcement de l'administration des moyennes entreprises ; et (2) renforcement de l'action de pilotage	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore.	Les informations relatives aux contribuables, enregistrées dans le système d'exploitation, sont fiables et pertinentes (TADAT POA1-1).	(1) Le répertoire des moyennes entreprises s'accroit de 10% ; (2) le transfert des dossiers entre la DME et des centres vers les CIME est effectif ; (3) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (4) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement.	Aout -Oct. 2020	1	1	2	4	
Mali		Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place.		Nov. 2020 -Jan 2021	1	1	2	4	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	(1) Renforcement de l'action en recouvrement ; (2) de la lutte contre la fraude fiscale	Le respect des obligations de paiement progresse.	Le stock et le flux des restes à recouvrer est maîtrisé (TADAT POA5-15).	(1) 20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouvrés ; et (2) 20% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année	Aout -Oct. 2020	1	2	0	3	
Mauritanie		La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).		Fev.- Avr. 2021	1	1	2	4	
Sénégal	Mission FAD				Nov. 2020 -Jan 2021	1	2	0	3	Participation à une mission de revue du MTRS

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Sénégal	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) de la lutte contre la fraude fiscale	Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage. La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place. Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) le processus de traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA est basé sur l'analyse risque ; (4) 25% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année.	Mai-Jui. 2020	1	1	2	4	
Pays membres Séminaire	Séminaire interrégional sur la clarification et renforcement des fonctions de pilotage.	Les participants sont sensibilisés sur les fonctions de pilotage.			Fév.-Avr. 2021	1	1	1	3	
Pays membres Stage	Préparation et supervision d'un voyage d'études dans un pays.	Les capacités des stagiaires sont renforcées dans le domaine objet de leurs voyage			Mai 2020-avril 2021	1			1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcement de la gouvernance fiscale et de la conduite des réformes	L'organisation est efficiente et contribue à la mise en œuvre des réformes	RBM-1.3_Les capacités de conduite des réformes sont renforcées	✓ Une structure en charge de la conduite des réformes est opérationnelle ✓ Un cadre de gestion de la performance est formalisé et mis en œuvre ✓ Les indicateurs de performance clés (KPI) sont sélectionnés et implémentés	Mai-Jui. 2020	1	3	2	6	
Guinée	Renforcement des opérations fiscales : Phase 2 automatisation de la gestion des répertoires	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore Le niveau des obligations déclaratives se consolide	TADAT D1-1_Pertinence et exactitude des informations relatives aux contribuables TADAT D4-10_Taux de dépôt des déclarations à	✓ 100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (SGE et SME) ✓ La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste et l'automatisation de sa mise à jour est implémentée	Aout-Oct. 2020	1	3	2	6	
Guinée	Renforcement de la gouvernance fiscale et de la conduite des réformes	L'organisation est efficiente et contribue à la mise en œuvre des réformes	RBM-1.3_Les capacités de conduite des réformes sont renforcées	✓ Une structure en charge de la conduite des réformes est opérationnelle ✓ Un cadre de gestion de la performance est formalisé et mis en œuvre	Nov.2020-Jan 2021	1	3	2	6	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcement des opérations fiscales : assainissement des arriérés fiscaux	Le niveau d'apurement des RAR s'améliore	TADAT D 5-18_ Stocks et flux d'arriérés fiscaux	✓ Au moins 1 session de la commission de la commission d'admission en non-valeur est organisée ✓ Le ratio du stock des RAR en pourcentage du total des recettes est entre 20% et 40 % (note C TADAT) ✓ Le ratio des RAR > à 12 mois en pourcentage du total des arriérés est compris entre 50% et 75 % (note C TADAT)	Fév.-Avr. 2021	1	2	2	5	
Niger	Renforcement des opérations fiscales : Phase 2 automatisation de la gestion des répertoires	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore Le niveau des obligations declaratives se consolide	TADAT D1-1_Pertinence et exactitude des informations relatives aux contribuables TADAT D4-10_ Taux de dépôt des déclarations à l'échéance	✓ 100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (SGE et SME) ✓ La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste et l'automatisation de sa mise à jour est implémentée ✓ Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 95% au SGE et 90% pour le SME (score B TADAT)	Aout-Oct. 2020	1	3	0	3	
Niger	Renforcement des opérations fiscales : consolidation du dispositif de recoupement des informations	Les capacités de collecte des informations auprès des tiers s'améliore	TADAT D6-20_Utilisation de recoupements automatisés à grande échelle pour relever des inexactitudes dans les déclarations	✓ La part des recoupements dans la programmation atteint 20% ✓ 150 nouveaux moyens contribuables sont identifiés et transférés à la DME ✓ 20% des déclarations créditrices TVA et déclarations néants de la DGE sont contrôlées	Nov.2020-Jan 2021	1	3	0	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT_Siège	Total	
Niger (voyage d'études)	La gouvernance de la fonction informatique				Aout-Oct. 2020	1			1	
Niger	Renforcement des opérations fiscales : gestion des arriérés fiscaux	Le niveau d'apurement des RAR s'améliore	TADAT D 5-18_ Stocks et flux d'arriérés fiscaux	✓ Au moins 1 session de la commission de la commission d'admission en non-valeur est organisée ✓ Le ratio du stock des RAR en pourcentage du total des recettes est entre 20% et 40 % (note C TADAT) ✓ Le ratio des RAR > à 12 mois en pourcentage du total des arriérés est compris entre 50% et 75 % (note C TADAT)	Fév.-Avr. 2021	1	3	0	4	
Togo	Renforcement des opérations fiscales : phase 2 automatisation de la gestion des répertoires (Prise en compte des priorités définies par la future mission FAD post TADAT)	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore Le niveau des obligations declaratives se consolide	TADAT D1-1_Pertinence et exactitude des informations relatives aux contribuables TADAT D4-10_ Taux de dépôt des déclarations à l'échéance	✓ 100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (SGE et SME) ✓ La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste et l'automatisation de sa mise à jour est implémentée ✓ Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 95% au SGE et 90% pour le SME	Mai-Jui. 2020	1	3	0	6	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Renforcement des opérations fiscales : gestion des arriérés (Prise en compte des priorités définies par la future mission FAD post TADAT)	Le niveau d'apurement des RAR s'améliore	TADAT D4-10_ Stocks et flux d'arriérés fiscaux	✓ Le ratio du stock global des RAR est compris entre 20% et 40 % (note C TADAT) ✓ Le ratio des RAR> à 12 mois est compris entre 50% et 75 % (note C TADAT)	Aout-Oct. 2020	1	3	0	4	
Togo	Poursuite du projet de surveillance des grandes entreprises (1 mission)	Les contrôles et les autres programmes de vérification assurent l'exactitude des informations déclarées	TADAT D6-19_ampleur des activités de vérification prises pour détecter et dissuader les déclarations inexactes des contribuables	✓ 20% des déclarations créditrices et néants de la DGE sont contrôlées ✓ La part du contrôle fiscal dans les recettes totales passe de 2% (2018) à 2,5%	Nov.2020-Jan 2021	1	2	2	5	
Togo (voyage d'études)	Les techniques de contrôle fiscal des grandes entreprises (Cameroun)				Mai-Jui. 2020	1			1	
Mission FAD						1	2	0	3	(Pays à déterminer ultérieurement)

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion des dépenses-Budget

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Appui à la mise en œuvre du principe de la fongibilité et du mécanisme des reports de crédits en matière de la gestion budgétaire en mode	Les principes d'exécution du budget en mode programmes sont bien compris et maitrisés par les professionnels de la gestion des dépenses publiques.	PEFA PI-21	Un projet de guide pour la mise œuvre de la fongibilité et du mécanisme de report des crédits est disponible et en cours de validation par les autorités	Nov.20-Jan.21	1	1	2	4	
Burkina Faso	Appui à la mise en œuvre des plans d'engagement des dépenses (PED) pour renforcer la régulation budgétaire et soutenir la gestion de trésorerie.	L'exécution et le contrôle de l'exécution budgétaire sont renforcés et mieux harmonisés avec la gestion de trésorerie.	PEFA PI-21 and 22.	Les capacités des acteurs pour l'élaboration des PED sont renforcées et des dispositions sont en cours pour leur mise en œuvre dès 2021.	Août-Oct.20	1	2	2	5	
Côte d'Ivoire	Appui à la revue des rapports annuel de performance (RAP)	Les objectifs et indicateurs de performance des programmes budgétaires sont régulièrement évalués et rapportés au Parlement	PEFA-PI-8	Les capacités des services de la direction générale du budget et des finances (DGBF) et de la Cour des comptes en matière d'évaluation des RAP des programmes budgétaires sont renforcées.	Nov.20-Jan.21	1	2	2	5	
Guinée	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE et CP	Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la technique des AE-CP	PEFA PI-11 ; PIMA 6 et 11.	Le taux de couverture des ministères sectoriels formés à la budgétisation des investissements publics (IP) en AE et CP est suffisamment amélioré pour permettre une bascule en budgétisation des IP suivant cette technique.	Mai-Juil.20	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion des dépenses-Budget

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration du document de programmation budgétaire à moyen terme (DPBEP)	La préparation budgétaire est améliorée et s'insère dans un cadrage budgétaire à moyen terme conforme aux prescriptions de la loi organique des finances et aux bonnes pratiques	PEFA PI-1 ; PEFA PI-16, FTC 2.1.3	Les capacités des services centraux du ministère chargé des finances sont renforcées en vue de la mise en œuvre de la programmation budgétaire pluriannuelle (DPBEP) conformément aux prescriptions de la loi organiques relative aux lois de finances	Fév.-Avr.21	1	2	2	5	
Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration des cadres de dépenses à moyen terme (DPPD)	Les responsables financiers des ministères sectoriels sont formés à l'élaboration des DPPD et les projets de DPPD d'au moins 05 ministères sont disponibles.	PEFA PI-1; PEFA PI-16, FTC 2.1.3	Les capacités des ministères sectorielles et des institutions sont renforcés en vue de la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) conformément aux prescriptions de la loi organiques relative aux lois de finances	Fév.-Avr.21	1	1	2	4	
Mali	Mettre en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA.	Le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du PIMA est réalisé convenablement au titre des actions prévues pour les années 2019 et 2020.	PEFA PI-11, PIMA 2 et 6-10	La programmation, l'évaluation, la sélection, l'exécution et le suivi des investissements publics sont améliorés par la mise en œuvre d'au moins la moitié des recommandations.	Août-Oct.20	1	2	2	5	
Mauritanie	Appui à la mise en œuvre des recommandations de la mission PIMA de janvier-février 2020 du Département des finances publiques du FMI	Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la technique des AE-CP	PEFA PI-11 ; PIMA 6 et 11.	Le taux de couverture des ministères sectoriels formés à la budgétisation des investissements publics en AE et CP est suffisamment amélioré pour permettre une bascule en budgétisation des IP suivant cette technique.	Mai-Juil.20	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses-Budget

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Niger	Identification, analyse, suivi et gestion des risques budgétaires (en suivi de la mission du siège sur les risques budgétaires et la mission PIMA	La crédibilité et la transparence des documents budgétaires est améliorée par l'inclusion d'un rapport sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires.	PEFA PI-10.3	Les capacités des services sont renforcées pour l'élaboration et la publication d'une véritable déclaration des risques budgétaires en ligne avec les bonnes pratiques	Nov.20-Jan.21	1	2	2	5	
Sénégal	Appui au renforcement de la programmation des investissements publics.	La crédibilité de la programmation et budgétisation des investissements publics est renforcée.	PEFA PI-11.3; FTC 2.1.4; PIMA 2, and 6 to 10.	Les capacités des responsables en charge de la programmation des IP sont renforcées sur les procédures et bonnes pratiques en la matière.	Feb-April 21	1	1	2	4	
Sénégal	Appui à la mise en œuvre des plans de passation des marchés et des plans d'engagement des dépenses (PED) articulés au plan de trésorerie.	L'exécution et le contrôle de l'exécution budgétaire sont renforcés et mieux harmonisés avec la gestion de trésorerie.	PEFA PI-21 and 22.	Les capacités des acteurs pour l'élaboration des PED sont renforcées et des dispositions sont en cours pour leur mise en œuvre dès 2021.	Fév.-Avr.21	1	1	2	4	
Togo	Appui à la programmation et la budgétisation de la masse salariale (dépenses de personnel)	La crédibilité du budget, en général, et des prévisions de la masse salariale, en particulier, est renforcée.	PEFA PI-17	Les capacités de la direction générale du budget et des services financiers des ministères sectoriels sont renforcées pour améliorer la qualité des prévisions de la masse salariale.	Fév.-Avr.21	1	1	2	4	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses-Budget

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
UEMOA	Participation à deux (2) réunions de l'observatoire des finances publiques et du réseau de praticiens de l'UEMOA, y compris l'appui à l'élaboration d'un guide de budgétisation des plafonds d'emplois.	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires et à travers des notes techniques sur les nouvelles problématiques	PEFA PI-8 et PI-16	Les capacités des cadres en charge de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA sont renforcées en vue de mettre en œuvre les directives des finances publiques.	Nov. 20 & Mars21	1	2	1	4	
Pays membres Séminaire	Séminaire interrégional sur la gestion des dépenses fiscales et des affectations de recettes.	Les participants sont sensibilisés à la problématique et aux défis des dépenses fiscales et des affectations de recettes.		Les participants sont sensibilisés aux enjeux et défis des dépenses fiscales et des affectations de recettes.	Nov.20-Jan.21	2	1	1	4	
Pays membres Misson FAD	Participation à une mission de FAD	Renforcer le suivi des recommandations des missions du siège par AFW.			Fév.-Avr.21	1	2	2	5	
Pays membres Stage	Préparation et supervision d'un voyage d'études dans un pays.	Les capacités des stagiaires sont renforcées dans le domaine objet de leurs voyage	Le stage a lieu comme prévu		Fév.-Avr.21	1	0	0	1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abi	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Appui à la mise en œuvre du passage à la comptabilité en droits constatés	Le suivi du BO et les principaux risques comptables sont identifiés et les capacités nationales sont renforcées en matière de BO et contrôle interne comptable	**PEFA PI- 27 :** amélioration de l'intégrité des données financières.	Un état d'avancement du BO et un projet de cartographie de des risques comptables pour un ministère test est disponible. Les personnels de la DGTCP sont formés à la méthodologie du BO et à la cartographie des risques comptables.	Décembre 2020	1	2	2	5	Mission comportant un atelier national d'une semaine sur le BO et le contrôle interne comptable
Bénin	Appui à l'amélioration de la gestion de la trésorerie et à la mise en place du compte unique du Trésor	Le CUT est consolidé et les plans d'exécution de la trésorerie sont opérationnels	**PEFA PI-20-2 :** Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor et comptabilisées selon des procédures transparentes	La structure du CUT est améliorée et les plans d'exécution de la trésorerie sont mis en œuvre	Juillet 20	1	2	2	5	Mission de suivi sur la gestion de la trésorerie et la mise en œuvre du CUT
Burkina Faso	Appui à l'élaboration et la production des nouveaux états financiers	Les nouveaux états financiers annuels sont produits conformément à la réglementation.	**PEFA PI- 27 :** amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative à la l'élaboration des nouveaux états financiers est disponible	Septembre 20	1	0	2	3	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés
Côte d'Ivoire	Appui à l'élaboration et production des nouveaux états financiers	Les nouveaux états financiers sont produits conformément à la réglementation	**PEFA PI- 27 :** amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative à la l'élaboration des états financiers est disponible	Octobre 20	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abi CR-Site		ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Appui à la consolidation du CUT et à la gestion de trésorerie	Le CUT est consolidé, la gestion de la trésorerie est modernisée et l'intégration de la gestion de la dette à la gestion de la trésorerie a progressé	PEFA PI-20-2 : Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor et comptabilisées selon des procédures transparentes	L'état d'avancement de consolidation du CUT, de la modernisation de la gestion de trésorerie et d'intégration de la dette et la gestion de la trésorerie, est disponible	T4	1	2	2	5	
Guinée	Appui à l'informatisation de la comptabilité générale de l'Etat	Le cadre organisationnel et fonctionnel de la DGTCP est modernisé et adapté à l'informatisation de la comptabilité générale de l'Etat	**PEFA PI- 27 : :** amélioration de l'intégrité des données financières	La revue du cadre organisationnel de la DGTCP est disponible	Aout-octobre 2020	1	2	0	3	
Guinée-Bissau	Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor	Le compte unique du Trésor est opérationnel et consolide en son sein les s recettes et les dépenses de l'Etat	**PEFA PI-20 :** Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor et comptabilisées selon des procédures transparentes	Le compte unique du Trésor est créé à la BCEAO	Nov-Janvier 21	1	0	2	3	
Mali	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	Les nouveaux états financiers annuels sont produits conformément à la réglementation.	**PEFA PI- 27 :** amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative à la l'élaboration des nouveaux états financiers est disponible	Fév à Avril 2021	1	0	2	3	
Mauritanie	Appui à la préparation de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	La balance générale des comptes est fiabilisée en vue de la mise en œuvre des droits constatés	**PEFA PI- 27 :** amélioration de l'intégrité des données financières	La méthodologie de fiabilisation et d'apurement de la balance des comptes est disponible	Nov-decembre janv 2021	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 – AVRIL 2021

Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	Les nouveaux états financiers annuels sont produits conformément à la réglementation	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative aux nouveaux états financiers est disponible	Fev mars 2021	1	0	2	3	
Sénégal	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	La norme 2 sur la consolidation des états financiers est documentée et mise en œuvre	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	La documentation de la norme 2 sur la consolidation des états financiers est disponible	Octobre 20	1	2	2	5	
	Appui à la consolidation du CUT et à la gestion de trésorerie	Le CUT est consolidé et la gestion de la trésorerie est modernisée et l'intégration de la gestion de la dette à la gestion de la trésorerie a progressé	PEFA PI-20-2 : Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor et comptabilisées selon des procédures transparentes	L'état d'avancement de consolidation du CUT, de la modernisation de la gestion de trésorerie et d'intégration de la dette et la gestion de la trésorerie, est disponible	Nov.20-Jan 21	1	1	2	4	

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Appui à la mise en œuvre des opérations de clôture en comptabilité en droits constatés	Les opérations de clôture en comptabilité sont mises en œuvre conformément à l'instruction relative aux opérations de clôture en droits constatés	**PEFA PI- 27 :** amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative à la clôture de l'exercice est disponible	Mai-Juillet 20	1	2	2	5	
UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires, des notes techniques et des guides pratiques sur les nouvelles problématiques	Les Kits de formations	La capacité des participant est renforcée	T1-T4	1	1	0	2	
UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires, des notes techniques et des guides	Le guide d'élaboration du BO de l'Etat est validé et disponible sur le site UEMOA	Le guide d'élaboration du BO est élaboré	T1 -T4	2	1	2	5	
Pays membres Stage	Préparation et supervision d'un voyage d'études au Cameroun sur la mise en œuvre du CUT et l'organisation de la gestion de la trésorerie	La capacité des stagiaires est renforcée dans le domaine du CUT et de la gestion de la trésorerie	Les documents de mission	La capacité des participant est renforcée	Aout 2020-janvier 2021	1	0	0	1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres Séminaire interrégional	Séminaire sur les normes comptables du secteur public dans les pays d'Afrique francophones	Les participants se sont appropriés les normes comptables du secteur public et leurs modalités d'applications	Les kits de formation	La capacité des participant est renforcée	Novembre 2020	1	1	1	3	Activité commune FAD/M2 et IPSAS Board
Pays membres Séminaire interrégional AFW/AFC	Participation du conseiller au séminaire interrégional portant sur les dépenses fiscales et aux affectations de recettes	Les participants se sont appropriés les problématiques liées aux dépenses fiscales et aux affectations de recettes	Les Kits de formations	La capacité des participant est renforcée	T3	1	1	0	2	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014***. Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) de chaque sous-secteur Production de la situation consolidée de l'administration publique	Production des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique et de la situation consolidée conformément au MSFP 2014 ; Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum des différents sous-secteurs de l'administration publique	Disposer des tables de passages de tous les sous-secteurs et des versions préliminaires de statistiques des différents sous-secteurs	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014, ainsi que la situation consolidée des administrations publiques (Décembre 2020)	18-28 aout 2020	1	2	2	5	
Burkina Faso	***Les données de l'administration publique sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014*** Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, unités extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales) et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) des differents sous-secteurs de l'administration publique Ebauche du compte de patrimoine avec une année de référence	Production des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2001/2014 ; et de la situation consolidée de l'administration publique. Production régulière de la situation de la dette, des flux de trésorerie et du bilan financier des sous-secteurs de l'administration publique et du compte de patrimoine	Disposer des tables de passages de 4 sous-secteurs suivants : administration publique centrale budgétaire, collectivités locales, unités extrabudgétaires et sécurité sociale) et du TOF consolidé expérimentale de l'administration publique	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. (Décembre 2020)	7 – 17 juillet 2020	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abi	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	***Les données de l'administration publique sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014*** Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, unités extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales) et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) des autres sous-secteurs de l'administration publique Ebauche du compte de patrimoine avec une année de référence	Production des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2001/2014 ; et de la situation consolidée de l'administration publique. Production régulière de la situation de la dette, des flux de trésorerie et du bilan financier de tous les sous-secteurs de l'administration publique Choix d'une année de référence pour l'élaboration a titre expérimental du compte de patrimoine	Disposer des tables de passages de 4 sous-secteurs suivants : administration publique centrale budgétaire, collectivités locales, unités extrabudgétaires et sécurité sociale) et du TOF consolidé expérimentale de l'administration publique	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. (Décembre 2020)	19 au 30 octobre 2020	1	2	2	5	
Guinée	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Elargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteurs de la sécurité sociale et aux collectivités locales et identification de l'échantillon des unités extrabudgétaires ; Elaboration de la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique	Finalisation et production des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale et des collectivités selon le MSFP 2001/2014 ; élaboration et adoption d'un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette)	Signature de l'arrêté portant création du comité des statistiques de finances publiques ; disponibilité du TOFE de l'exercice 2017 selon le MSFP 2001/2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites conformément au MSFP 2001/2014. (Mars 2021)	8 au 18 décembre 2020	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2018- AVRIL 2019

Statistiques de finances publiques

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Guinée	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Elargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteurs de la sécurité sociale et aux collectivités locales et identification de l'échantillon des unités extrabudgétaires ; Elaboration de la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique centrale budgétaire	Finalisation et production des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale et des collectivités selon le MSFP 2001/2014 ; élaboration et adoption d'un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette)	Signature de l'arrêté portant création du comité des statistiques de finances publiques ; disponibilité du TOFE de l'exercice 2017 selon le MSFP 2001/2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites conformément au MSFP 2001/2014. (Mars 2021)	21 avril au 1 mai 2021	1	1		2	
Guinée-Bissau	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Poursuite des travaux d'élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires et affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) ; Amélioration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) et production d'une version expérimentale du TOF du sous-secteur des unités extrabudgétaires selon le MSFP 2001/2014. Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, ébauche bilan financier)	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées. (Avril 2020)	22 septembre au 2 octobre 2020	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2018- AVRIL 2019

Statistiques de finances publiques

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Guinée-Bissau	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Poursuite des travaux d'élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires et affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) ; Amélioration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) et production d'une version expérimentale du TOF du sous-secteur des unités extrabudgétaires selon le MSFP 2001/2014. Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, ébauche bilan financier)	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées. (Avril 2020)	15-26 mars 2021	1	2		3	
Mali	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) des autres sous-secteurs de l'administration publique	Production à titre expérimental de statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2001/2014 ; et production régulière de la situation de la dette, des flux de trésorerie et identification des sources de données pour la production du bilan financier	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, des unités extrabudgétaires et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2018)	28 juillet 7 aout 2020	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2018- AVRIL 2019

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Affiner la table de passage de l'administration publique centrale budgétaire et produire les ébauches de tables de passages des autres sous-secteurs de l'administration publique (sécurité sociale, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Finalisation de la table de passage de l'administration publique centrale budgétaire et production des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale selon le MSFP 2001/2014 ainsi que les situations de la dette publique et des flux de trésorerie de l'administration publique centrale budgétaire selon le MSFP 2001/2014.	Production des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, la table de passage du sous-secteur des collectivités locales ainsi que la situation de la dette selon le MSFP 2001/2014	La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalise et les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014 (mars 2019)	10 au 20 novembre 2020	1	2	2	5	
Niger	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Elargissement du champ de couverture des SFP ; Elaboration des tableaux du cadre d'analyse minimum	Finalisation et production des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, de la sécurité sociale et des collectivités locales selon le MSFP 2014 ; élaboration et adoption d'un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette)	Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale de l'exercice 2016 et 2017, ainsi que la situation de la dette publique selon le MSFP 2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2014. (Mars 2020)	11 au 22 janvier 2021	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2018- AVRIL 2019

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abi	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Elargissement du champ de couverture des SFP ; Elaboration des tableaux du cadre d'analyse minimum	Finalisation et production des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, de la sécurité sociale et des collectivités locales selon le MSFP 2014 ; élaboration et adoption d'un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette)	Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale de l'exercice 2016 et 2017, ainsi que la situation de la dette publique selon le MSFP 2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2014. (Mars 2020)	19 au 29 mai 2020	1	1		2	
Sénégal	***Les données du secteur public sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2014 : Elargissement du champ de couverture des SFP et du cadre d'analyse minimum (CAM)***	Produire la situation consolidée des statistiques de l'administration publique conformément aux délais de la NSDD. Production de la situation consolidée des statistiques du secteur public et élargissement du champ de couverture du CAM au sous-secteur de l'administration centrale	Disponibilités des statistiques de tous les sous-secteurs de l'administration publique et de la situation consolidée de l'administration publique de l'exercice 2017. Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum dans les délais de la norme spéciale de diffusion des données TOF du secteur public	La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD (Avril 2020)	24 novembre au 4 décembre 2020	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2018- AVRIL 2019

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	***Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :*** Elargissement du champ de couverture des SFP Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette) ; formation des acteurs de finances publiques	Affinement et Finalisation de la table de passage des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales) et production d'une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale ; Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette) ; formation des acteurs de finances publiques	Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des sous-secteurs de la sécurité sociale et des collectivités locales de l'exercice 2017 ainsi que la situation de la dette publique selon le MSFP 2014	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales) affinées et une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale est produite (avril 2020)	5 au 15 mai 2020	1	2	2	5	
Pays membres Séminaire	***Séminaire régional de sensibilisation aux parlementaires, et premiers responsables des ministères et direction générales sur les normes et principes du MSFP 2001/2014 et de la bonne gouvernance***	Sensibilisation et renforcement des capacités des décideurs et acteurs de finances publiques sur les principaux agrégats des finances publiques et les normes de bonne gouvernance conformément aux normes internationales,	Sensibilisation et renforcement des capacités des décideurs et acteurs de finances publiques sur les principaux agrégats des finances publiques et les normes de bonne gouvernance conformément aux normes internationales,	Mise à la disposions des décideurs et des autorités des pays membres des outils d'analyse et de contrôle des finances publiques	Février 2021	2	1	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2018- AVRIL 2019

Statistiques de finances publiques

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Pays membres	***Les données sources sont régulièrement évaluées (couverture, erreur d'échantillonnage, erreur de réponse et erreur non liée à l'échantillonnage) et les évaluations sont surveillées et rendues disponibles pour guider les processus statistiques*** Suivi trimestriel à distance des matrices d'actions élaborées dans les différents pays et des versions expérimentales des statistiques selon le MSFP 2001/2014 produites	Mise en œuvre des matrices d 'action et affinement des statistiques produites dans les pays AFRITAC de l'Ouest	Disponibilité des plans d'actions et échanges par courriels et appels téléphoniques avec les points focaux techniques		Nov2020-jan2021 ; Fev-avril 2021	2		2	4	
Organisations régionales	***Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional*** Participation aux réunions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA	Contribution de AFW au renforcement des capacités des acteurs de finances publiques de la zone UEMOA			Mai2020-avril2021	1	1		2	
Organisations régionales	***Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional*** Elaboration des statistiques consolidées des pays AFW et de la Zone UEMOA	Mise à disposition du département Afrique et autres Institutions des Statistiques consolidées des opérations financières des pays AFW et UEMOA			Novembre 2020	1			1	
Togo/ Guinée/Guinée-Bissau/ Stage	***La capacité du personnel a augmenté grâce à la formation, en particulier au développement des données de base, des méthodes de compilation et de la diffusion*** Renforcement des capacités dans la gestion des entreprises publiques et des établissements publics nationaux/	Élaboration d'un document de politique et de stratégies de gestion et de suivi des entreprises à participation financière publique et des établissements publics nationaux	Tenue du stage et disponibilité du rapport de stage		Fev-avril 2021	1			1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Statistiques du secteur réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : appui à la mise en place des comptes financiers.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont élaborés.	Une note méthodologique incluant les tables de passage des statistiques financières est disponible.	Les données de base notamment les statistiques financières sont collectées dans un format adapté au SCN 2008.	Sept-Nov 2020	1		2	3	
Bénin	Mise en place du dispositif des CNT.	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est disponible ; Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	La note méthodologique et le cahier des tests d'étalonnage sont disponibles ; La série 2015-2019 du PIB trimestriel est disponible ; Les techniques préconisées par le manuel des CNT sont appliquées (Denton, Cholette-Dagum, XLPBM, etc.).	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fev-avril 2021	1	2		3	Les priorités sont le rebasage (SCN 2008) et les indicateurs (ICA, IPPI)
Burkina Faso	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Appui à la mise en place des comptes financiers.	Les comptes financiers sont élaborés.	Les comptes financiers sont disponibles.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.	Août-oct 2020	1		2	3	Les priorités sont l'alignement des CNT et les comptes financiers.
Burkina Faso	Mise en place du dispositif des CNT (approche demande).	Une série de PIB trimestriel par catégorie d'emplois est disponible.	La série 2015-2019 du PIB trimestriel est disponible par catégorie d'emplois.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fev-avril 2021	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Statistiques du secteur réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : rétropolation et comptes financiers.	Les comptes financiers et les comptes rétropolés sont élaborés.	Les comptes rétropolés 1996-2014 sont disponibles ; Les comptes financiers 2015 sont disponibles.	Les données de base pour la rétropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 ; Les statistiques financières sont collectées.	Mai-juil 2020	1		2	3	Les priorités sont la compilation et la diffusion des statistiques, IHF et le rebasage.
Côte d'Ivoire	Alignement des CNT sur les comptes nationaux rénovés.	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés ; Une série de PIB trimestriel est disponible et sa qualité est améliorée.	La série 2015-2019 du PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT ; Les données sources du système statistique sont publiées avec leurs méthodologies ; Les ajustements aux données sources sont documentés.	Sept-Nov 2020	1	2	0	3	
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Elaboration des CNA 2016 et rétropolation.	Les comptes rétropolés sont élaborés.	Les comptes annuels 2015 et 2016 sont disponibles.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Août-oct 2020	1		2	3	
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : rétropolation.	Les comptes rétropolés sont élaborés.	Les comptes annuels rétropolés 2006 - 2014 sont disponibles.	Les données de base pour la retropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 incluant les comptes de l'année de base 2015 et de l'année 2016.	Fev-avril 2021	1		2	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Statistiques du secteur Réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : comptes provisoires.	Les comptes provisoires sont élaborés dans les délais.	Les comptes provisoires 2019 sont élaborés dans les délais du SGDD.	Les sources de données ont été collectées et traitées (juillet 2020).	Août-oct 2020	1		2	3	La priorité est le renforcement des capacités.
Guinée-Bissau	Mise en place du dispositif des CNT.	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés.	Une note méthodologique est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, IGV) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Nov-jan 2020	1	2		3	
Mali	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : rétropolation.	Les comptes rétropolés sont élaborés.	Les comptes rétropolés 1997-2014 sont disponibles.	Les données de base pour la rétropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 incluant les comptes de l'année de base 2015 et de l'année 2016.	Nov-jan 2020	1		2	3	
Mali	Mise en place du dispositif des CNT.	Une série de PIB trimestriel est disponible et sa qualité est améliorée.	La série 2015-2019 du PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles; Les IHF sont dessaisonalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fev-avril 2021	1	2		3	
Mauritanie	Mise en place du dispositif des CNT (mise en place de la maquette de calcul).	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés.	Une note méthodologique est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT ; L'accès aux déclarations mensuelles et annuelles des entreprises à la direction générale des impôts est accordé à l'ONS.	Mai-juil 2020	1	2	0	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Statistiques du secteur Réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Mise en place de l'indice de la production industrielle (IPI) et de l'indice des prix à la production industrielle (IPPI).	Une maquette de calcul de l'IPI et de l'IPPI est élaborée.	Une note méthodologique est disponible.	Le financement de l'enquête de base est disponible.	Mai-juil 2020	1		2	3	
Niger	Mise en place du dispositif des CNT (Finalisation de la maquette de calcul).	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés.	Une note méthodologique est disponible ; Le cahier des étalonnages est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Mai-juil 2020	1	2		3	
Niger	Mise en place du dispositif des CNT (élaboration d'une série de PIB trimestriel).	Une série de PIB trimestriel est disponible.	La série 2015-2019 du PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	Une couverture suffisante par les indicateurs de haute fréquence ; les tests sont concluants (étalonnages, simulations historiques).	Août-oct 2020	1	2		3	
Sénégal	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : comptes financiers.	Les comptes financiers sont élaborés.	Les comptes financiers sont disponibles.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.	Mai-juil 2020	1		2	3	
Sénégal	Mise en place du dispositif des CNT (tableau des ressources et emplois).	Une série de PIB trimestriel obtenue à partir du TRE trimestriel est disponible.	La série 2015-2019 es ressources et emplois du PIB trimestriel est disponible.	Les équilibres ressources emplois et les comptes de branche trimestriels sont disponibles.	Nov-jan 2020	1		2	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Statistiques du secteur Réel

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Togo	Mise en place année de base 2016 selon le SCN 2008 : rétropolation.	Les CNA retropolés sont élaborés.	Les comptes nationaux compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour la période 2000-2015.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Août-oct 2020	1	2		3	
Togo	Mise en place du dispositif des CNT.	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés.	Une note méthodologique est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles.	Fev-avril 2021	1	2		3	
Pays membres Stage	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études.		Le stage a lieu comme prévu.		Août-oct 2020	1			1	
Organisations régionales	Participation au séminaire de comptabilité nationale AFRISTAT/Union Africaine/UEMOA.	Renforcement de la coopération avec les autres partenaires.			Août-oct 2020		1		1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Statistiques du secteur Réel

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Pays membres Séminaire	Atelier sur la mise en œuvre du SCN 2008 : intégration des statistiques d'enquêtes et traitement des statistiques d'entreprises dans les comptes nationaux.	Le bilan de l'intégration des statistiques d'enquête dans les comptes nationaux est effectué ; Les bonnes pratiques sont partagées.	Le séminaire a lieu comme prévu.		Août-oct 2020	1	1	1	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion de la dette publique

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Benin	Renforcement de la politique nationale d'endettement	Le document de la politique d'endettement est révisé. La dette indirecte de l'Etat et le passif conditionnel sont mieux intégrés. Les objectifs et les priorités de l'endettement sont mieux définis.	La politique d'endettement est révisée et sert de guideline pour les gestionnaires de la dette	Un projet de la politique d'endettement révisée est préparé	Mai2020-avril2021	0.5	2	2	4.5	En collaboration avec le département MCM et autres partenaires
Burkina Faso	Le plan annuel de financement- Vers le renforcement de l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie.	Le renforcement des capacités en matière de préparation, de suivi et de mise à jour du plan annuel de financement et du calendrier d'émission avec le plan de trésorerie	Les cadres de la dette et du Trésor se sont appropriés la démarche d'élaboration du plan annuel d'emprunt ;	La qualité du PAF et des calendriers d'émission des titres est améliorée	Mai2020-avril2021	1	2	2	5	
Burkina Faso	Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de la SDMT	Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales.	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020-avril2021	0.5	2	0	2.5	En collaboration avec le département MCM
Côte d'Ivoire	Appui à l'amélioration des pratiques de gestion de la dette	Les procédures de gestion du portefeuille de la dette publiques sont améliorées	L'évaluation de la capacité des gestionnaires de la dette indique une amélioration	Le portefeuille de la dette est mieux géré	Mai2020-avril2021	0.5	0	2	2.5	
Guinée	Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme	Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales.	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020-avril2021	0.5	2	2	4.5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion de la dette publique

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Appui à la mise en œuvre des procédures d'émission des Obligations du Trésor	Un processus d'émission bien défini pour les ODT est mis en œuvre.	Le Trésor est en mesure d'émettre les Obligations du Trésor	Le Trésor commence à émettre les Obligations du Trésor de 2 ans.	Mai2020-avril2021	0.5	2	2	4.5	
Guinée-Bissau	Appui à l'opérationnalisation de la Direction générale de la dette publique	Le cadre organisationnel de gestion de la dette amélioré	La gestion de la dette est mieux organisée	La Direction générale de gestion de la dette est opérationnelle	Mai2020-avril2021	0.5	2	0	2.5	
Mali	Formation sur l'analyse et la gestion du portefeuille de la dette publique	Les procédures de gestion du portefeuille de la dette sont améliorées	L'évaluation de la capacité des gestionnaires de la dette indique une amélioration	Le portefeuille de la dette est mieux géré	Mai2020-avril2021	0.5	2	0	2.5	
Mali	Formation sur la stratégie de dette à moyen terme	Une connaissance améliorée du cadre et de l'outil analytique de la SDMT, un draft SDMT est développé	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020-avril2021	0.5	2	2	4.5	
Mauritanie	Appui au développement du marché intérieur des valeurs du Trésor	Diversification des instruments émis sur le marché et allongement des maturités	Le Trésor est en mesure d'émettre les Obligations du Trésor	Le Trésor commence à émettre les Obligations du Trésor de 2 ans.	Mai2020-avril2021	1	1	1	3	
Mauritanie	Formation sur la stratégie de dette à moyen terme	Une connaissance améliorée du cadre et de l'outil analytique de la SDMT, un draft SDMT est développé	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020-avril2021	0.5	2	0	2.5	En collaboration avec le département MCM

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion de la dette publique

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Mauritanie	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette	Un plan d'action est élaboré en vue de réviser le cadre institutionnel de gestion de la dette	Organisation des procédures de gestion de la dette selon les meilleures pratiques	Identification des reformes et préparation d'une feuille de route pour les mettre en place	Mai2020-avril2021	1	2	2	5	
Niger	Appui à l'élaboration d'une politique national d'endettement	Un document de politique d'endettement est élaboré. Les objectifs et les priorités de l'endettement sont définis	Un document de politique d'endettement est formulé et sert de guideline pour les gestionnaires de la dette	Un projet de politique d'endettement est élaboré	Mai2020-avril2021	0.5	2	2	4.5	
Niger	Formation sur la stratégie de dette à moyen terme	Une connaissance améliorée du cadre et de l'outil analytique de la SDMT, un draft SDMT est développé	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020-avril2021	0.5	2	0	2.5	
Sénégal	Appui à la redynamisation du CNDP	Le CNDP est devenu opérationnel et les activités de la dette sont mieux coordonnées	Le CNDP est opérationnel et les activités de la dette sont mieux coordonnées	Le décret CNDP est approuvé, Le manuel des procédures CNDP est approuvé.	Mai2020-avril2021	1	2	2	5	
Togo	Formation sur l'analyse et la gestion du portefeuille de la dette publique	Les procédures de gestion du portefeuille de la dette sont améliorées	L'évaluation de la capacité des gestionnaires de la dette indique une amélioration	Le portefeuille de la dette est mieux géré	Mai2020-avril2021	0.5	0	2	2.5	

Gestion de la dette publique

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Agence UMOA-Titres	Renforcement de l'intégrité et de la supervision du marché des titres d'Etat	Un marché où les participants au marché peuvent effectuer des transactions en confiance	Les règles du marché sont respectées et les transactions sont traitées en toute transparence	Des procédures pour le contrôle des transactions sont arrêtées	Mai2020-avril2021	0.5	0	1	1.5	
Séminaire régional	Séminaire régional sur le thème " Réussir l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie de la dette"	Le renforcement des capacités en matière de préparation, de mise en œuvre et de suivi d'une SDMT crédible et réaliste.	Les cadres participent à des discussions qui démontrent, d'une part, une maitrise du processus d'élaboration de la SDMT et d'autre part l'appropriation des conditions de réussite de cette SDMT.	La qualité des SDMT produites par les autorités s'est améliorée	Mai2020-avril2021	1.5	1	1	3.5	
Guinée (Apprentissage par les pairs)	Voyage d'étude de 4 cadres de la direction de la dette de la Guinée à un pays de la région pour apprendre sur le fonctionnement du marché des titres publics.	Une meilleure connaissance des procédures d'émission des titres publics et de développement du marché	Les cadres sont mieux préparés pour le traitement des opérations d'émissions et de gestion des titres	Les Obligations du Trésor sont émises et des émissions régulières sont effectuées	Mai2020-avril2021	0.5	0	1	1.5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	
Guinée	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement de la législation et de la réglementation bancaires. Renforcement du contrôle sur place et sur pièces. Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bale III. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	* Poursuite sur la définition des éléments de fonds propres et les exigences de capital. *Accompagnement à la mise en œuvre du nouveau plan comptable	Mai-juil 2020	1	2	2	5	Revue du ratio de solvabilité Rédaction d'un projet de texte sur les fonds propres Suivi mise en œuvre plan comptable Suivi travaux de supervision
Guinée			*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bale III. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	*Etudes d'impact adoption Bale III (fonds propres) *Evaluation du système de notation revu des banques	Août-oct 2020	1	1	1	3	Ratio de solvabilité Validation des options pour le calcul des risques pondérés Suivi mise en œuvre plan comptable Suivi travaux de supervision
Guinée			*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bale III. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	* Accompagnement à la mise en œuvre du nouveau plan comptable. *Rédaction d'un projet de texte sur les fonds propres révisé.	Nov2020-jan2021	1	2	2	5	Ratio de solvabilité Etude d'impact Suivi mise en œuvre plan comptable Suivi travaux de supervision
Guinée			*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bale III. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	*Consultation des banques sur le projet de règlement Fonds propres * Travaux préliminaires sur la révision du calcul des actifs nets pondérés.	Fev-avril 2021	1	1	1	3	Ratio de solvabilité Etude d'impact Suivi mise en œuvre plan comptable Suivi travaux de supervision

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	
Mauritanie	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit. Renforcement du contrôle sur pièces et sur place Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III. *Les régulations sur le risque de liquidité sont conformes aux standards de Bale III. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé	*Accompagnement des parties prenantes à la transition vers le nouveau système prudentiel. * support au traitement des infractions prudentielles * support aux études de banques	Mai-juil 2020	1	2	2	5	Suivi entrée en vigueur des nouveaux ratios (solvabilité et liquidité) Travaux règlementaires (texte pilier 3) Support a analyse des banques sensibles
Mauritanie			*Les régulations sur le risque de liquidité sont conformes aux standards de Bâle III. * Les réglementations pour mesures et gérer les risques sont adoptées. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	* travaux préliminaires sur l'adoption d'un ratio de transformation. *Revue de la réglementation sur la concentration et les transactions avec les parties liées. Formation à la supervision par les risques.	Nov2020-jan2021	1	2	2	5	Formation nouveaux arrivants (recrutement de janvier 2020) Travaux règlementaires Support a l'analyse des banques sensibles
Mauritanie			*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III. *Amélioration de la compétence des superviseurs	* * Revue de la réglementation sur la concentration et les transactions avec les parties liées. * support à la définition du programme d'enquêtes	Fev-avril 2021	1	2	2	5	-Bilan entrée en vigueur des nouveaux ratios (solvabilité et liquidité) -Travaux règlementaires (grands risques) -Support a l'analyse des banques sensibles

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Organisations régionales	BCEAO-SGCBU Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit. Renforcement du contrôle sur pièces et sur place. Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	*Des processus de supervision basés sur les risques sont en place. *Des réglementations en ligne avec les règles de Bâle III	*Elaboration d'une méthodologie de contrôle sur place en matière de risques informatiques des banques * * Finalisation de l'instruction sur le pilier 2 de Bale II	Aout-oct 2020	2	3	3	8	Développement d'une méthodologie de contrôle sur place du risque informatique Assistance technique pour la mission en œuvre du pilier 2 (texte règlementaire de la BCEAO)
Organisations régionales										
Organisations régionales			*Des processus de supervision basés sur les risques sont en place.	*Définition du cadre de passage aux normes IFRS	Nov2020-jan2021	2	2	2	6	Suite de la mission de février 2020 fixant les orientations en matière de transition vers les IFRS
Organisations régionales			*Des processus de supervision basés sur les risques sont en place.	* Mise en œuvre de la supervision par les risques	Fev-avril 2021	1	1	1	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Organisations régionales	Mise en place d'un dispositif de supervision des entités de marché.	Refonte du règlement général du CREMPF, Définition de normes comptables et prudentielles pour les entités de marché, supervision par les risques, renforcement des capacités	Dispositif de supervision adapté Rédaction de dispositions réglementaires	*définition des dispositions comptables applicables aux entités de marchés. * refonte des dispositions prudentielles et élaboration des projets de textes. * développement d'un outil de notation des entités de marché.	Aout—oct 2020	1	2	2	5	Achèvement de la rédaction des textes sur les exigences de fonds propres des SGI (intermédiaires du marché financier)
Organisations régionales			*Dispositif de supervision adapté *Rédaction de dispositions réglementaires	*définition de dispositions comptables applicables aux entités de marchés. * revue des dispositions prudentielles et élaboration des projets de textes. * développement d'un outil de notation des entités de marché	Nov2020-jan2021	1	2	2	5	Autres travaux réglementaires Supervision par les risques
Organisations régionales	CB-UMOA formation	Renforcement des capacités	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques	Formation au SGCBU	Nov2020-jan2021	1	1	1	3	Thème à définir
Pays membres Stage	Formation par les pairs	Capitalisation d'expériences étrangères	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques	*Visite d'étude de la banque centrale de Guinée auprès de la BCEAO sur la gestion de la plateforme de collecte des données des banques de	Fev-avril 2021	1	0	0	1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Pays membres Séminaire	Séminaire régional	Supervision par les risques	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques		Novembre 2020 – Novembre 2021	1	1	1	3	
Organisations régionales	Mission sur le secteur financier - art. IV UMOA	Evaluation des besoins d'assistance technique			Janv Mars-2021	1	1	0	2	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Analyse macroéconomique et budgétaire

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Renforcement des pratiques de cadrages macroéconomique et budgétaire et de prévision des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 et PI-14.2	Le dispositif de cadrage macroéconomique est opérationnel Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes sont déterminées. Un plan de renforcement des outils de prévision des recettes est élaboré.	Nov. 2020-Janv. 2021	1	2	2	5	
Burkina Faso	Mise en place des outils de prévision des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.2	Des maquettes de prévision de la TVA, de l'IS et des impôts sur les importations sont élaborées	Nov. 2020-Janvier 2021	1	1	2	4	
Burkina Faso	Améliorer le suivi des risques macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.2 et PEFA PI-14.3	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires	Aout – Octobre 2020	1	1	2	4	
Côte d'Ivoire	Renforcer les capacités d'analyse de la conjoncture	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 et PI-14.2.	Le contenu de la note de conjoncture est amélioré Les estimations de l'année en cours sont assises sur l'analyse de la conjoncture	Mai-Juillet 2020	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2021 - AVRIL 2022

Analyse macroéconomique et budgétaire

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Guinée	Améliorer le modèle MSEGUI	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.1.	Le TOFE dans le MSEGUI s'inspire des prescriptions du MSFP de 2001/2014 Les modules dette et projection des recettes budgétaires sont finalisés Le contenu de la note de cadrage est amélioré et conforme aux besoins d'élaboration du DPBMT	Mai-Juillet 2020	1	1	2	5	
Guinée-Bissau	Opérationnaliser le cadrage macrobudgétaire à moyen terme	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	Un cadre budgétaire à moyen terme 2021-2023 est élaboré Un draft de DPBEP 2021-2023 est disponible	Mai-Juillet 2020	1	2	2	5	
Mali	Renforcer les capacités de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	Le processus de cadrage macroéconomique couvre toutes les étapes et bonnes pratiques de cadrage Le lien entre cadrage macroéconomique et cadrage budgétaire est renforcé	Aout – Octobre 2020	1	2	4	7	2 missions

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2021 - AVRIL 2022

Analyse macroéconomique et budgétaire

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Renforcer les pratiques de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	Le cadrage macroéconomique et budgétaire devant accompagner le budget 2021 est préparé en utilisant le modèle macroéconomique Une note de cadrage macroéconomique et un draft de DPBMT sont mis en place	Mai.-Juil. 2020	1	2	*4*	7	2 missions
Niger	Mise en place des outils de prévision des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.2.	Des maquettes de projection des principales recettes budgétaire sont élaborées Le cadre organisationnel de préparation du budget est validé	Août-Oct. 2020	1	2	*2*	5	
Sénégal	Elaborer un dispositif de prévision des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes sont déterminées. Un plan de renforcement des outils de prévision des recettes est validé.	Fev. – avril 2021	1	2	*2*	5	
Togo	Intégrer dans le modèle PRECOMAT 3 les données élaborées sur la base de nouvelles méthodologies (SCN 2008, Balance des paiements, TOFE, etc.)	Le cadrage macroéconomique à moyen terme et le CDMT global sont crédibles et servent de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1	Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.	Fev. – avril 2021	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2021 - AVRIL 2022

Analyse macroéconomique et budgétaire

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Pays membres, voyage d'étude	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.		Août-oct. 2019	1				
Pays membres, Séminaires	Séminaire sur la conjoncture économique au premier semestre 2020 et les prévisions dans les États membres de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie (avec Afristat et la Commission de l'UEMOA)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes et les perspectives à moyen terme dans leur pays.	Le séminaire est organisé comme prévu.		Mai-juin 2020	1	1	0	2	
	Séminaire sur la conjoncture économique du second semestre 2020 et les prévisions dans les États membres de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie (avec Afristat et la Commission de l'UEMOA)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes et les perspectives à moyen terme dans leur pays.	Le séminaire est organisé comme prévu.		Nov. 2020 – janv 2021	1	1		2	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2021 - AVRIL 2022

Analyse macroéconomique et budgétaire

	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
Bénéficiaires	**Objectif**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de résultats**	**Jalons**	**Période d'intervention**	**CR-Abj**	**CR-Site**	**ECT, Siège**	**Total**	**Commentaires**
Pays membres, Séminaires	Atelier régional : « renforcer les prévisions budgétaires »	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.		Nov. 2020 – fév. 2021	1	1	1	3	
Pays membres, Séminaires	Organiser un atelier régional sur les bonnes pratiques en matière de gestion des modèles macroéconomiques à base de Tableau des Ressources et des Emplois.	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.		Nov. 2020 – janv 2021	1	1	1	3	Financements des participants : GIZ
Pays membres UEMOA, Séminaires	Participer à l'atelier de l'UEMOA sur les meilleures pratiques de prévision	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.		Mai-juin 2020	0,5	1		1,5	